

L'Argent Dette

Paul Grignon

Les étapes historiques de notre esclavage

15 août 1971 : dématérialisation totale de la monnaie.

Le président américain Richard Nixon, conseillé par George Shultz (qui sera plus tard le mentor des administrations Bush père et fils), supprime la libre-convertibilité du dollar en or. Ce découplage sera suivi de mesures de dérégulation des marchés permettant des spéculations de plus en plus énormes.

3 janvier 1973 : loi Pompidou-Giscard d'Estaing par laquelle la Banque de France abandonne son rôle de service public.

Article 25 : « Le Trésor public ne peut plus présenter de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France. » Dès lors, sous prétexte de lutte anti-inflationniste, le recours au crédit productif public est interdit. VGE s'est exprimé sur le sujet [ici](#).

Mars 1973 : régime des changes internationaux flottants.

Il n'y a plus de contrepartie métallique à la monnaie émise, seulement de la dette. Les spéculateurs peuvent s'en donner à cœur joie avec des produits financiers dérivés, en particulier sur les taux de change entre monnaies (on parie plusieurs fois sa mise, avec un effet de levier, moyennant des informations obtenues sur les pressions politiques exercées sur telle ou telle devise d'Etat).

1987 : Alan Greenspan combat l'effondrement des bourses mondiales par l'émission pratiquement illimitée de monnaie-crédit en faveur des marchés.

1992 : Traité de Maastricht. Prélude à un euro découplé de l'autorité des Etats.

Abdication de fait des souverainetés nationales par privation des moyens de les exercer. Son article 104, § 1, « interdit en effet à la BCE et aux banques centrales des Etats membres, ci après dénommées "banques centrales nationales", d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite. »

4 août 1993 : loi Mitterrand-Balladur donnant son indépendance à la Banque de France.

Son article 3 lui interdit d'autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publique, de même que l'acquisition de titres de leur dette.

Juin 1997 : Jacques Cheminade et Christophe Lavernhe rédigent Un plan de relance par le crédit productif, ou la nécessaire transformation de la monnaie en capital, expliquant comment les monnaies nationales sont prises en otage par les intérêts financiers depuis le renoncement de 1973 en France et le Traité de Maastricht à l'échelle européenne.

Rejet de la proposition d'avances par la banque de France au Trésor public pour un plan de relance économique, faite par un groupe parlementaire français, jugée contraire au Traité de Maastricht et au choix effectué en 1973.

12 mai 1998 : loi Chirac-Jospin, intégrant la Banque de France au Système européen de banques centrales (SEBC) et à la BCE.

Le Traité de Maastricht prévoyant déjà que « l'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix ».

1999 : vote aux Etats-Unis du Gramm-Leach-Bliley Act, qui annule le Glass-Steagall Act voté sous la présidence Roosevelt.

Désormais, il n'y a plus de séparation aux Etats-Unis entre banques de dépôt et banques d'affaires, et les banques sont autorisées à fusionner avec des sociétés d'assurance. Chute de la « muraille de feu » prudentielle. L'Europe, elle aussi, dérèglemente.

Mai 2005 : rejet par le peuple français du Traité constitutionnel européen qui, dans son article III-181, aurait « constitutionnalisé » l'article 104, § 1 du Traité de Maastricht.

2007-2008 : le Traité de Lisbonne reprend (article 123 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) l'article 104, §1 du Traité de Maastricht.

L'objectif est bel et bien d'abandonner la création monétaire aux banques privées, dans un contexte de mondialisation financière sans limites. Source: <http://www.alterinfo.net>

LE DEBUT DE LA "CRISE MONDIALE"

Subprimes ?

Début 2008, la dette publique des Etats-Unis se monte à environ 9,5 billions de dollars (+ 600 milliards chaque année ou 1,7 milliard chaque jour¹), ce qui représente environ 65 % du PIB annuel, soit proportionnellement moins que la France (dette publique française : 1,4 billion d'euros ou 2,2 billions de dollars). La dette publique US s'élève à 32.000 dollars par habitant, la dette publique française à 35.000 dollars. De ce côté-là, la France a donc déjà dépassé le niveau américain (même chose pour l'Allemagne). On notera que le volume "astronomique" de la dette publique est tout relatif quand on le compare aux 500 billions de dollars de la bulle des dérivés (qui ne demande qu'à exploser également).

Pour ce qui est de la dette extérieure (publique + privée), la situation est tout à fait différente (déficit accumulé de 13 billions de dollars, soit environ 85 % du PIB annuel, aux Etats-Unis; léger excédent en France). Dans des conditions normales, lorsqu'un pays accumule les déficits extérieurs, sa monnaie ne tarde pas à en pâtir. Dans le cas des USA, il a fallu attendre assez longtemps avant que ce principe ne se vérifie. En effet, le dollar étant une monnaie de réserve, et pour beaucoup une monnaie refuge, le monde entier, en effectuant des placements ou des investissements aux USA, contribue à rétablir l'équilibre et à cacher le déficit extérieur permanent. La Chine, à elle seule, y contribue pour 10 % (excédent de 1.300 milliards de dollars) mais la part des détenteurs de pétro-dollars est bien plus élevée.

L'endettement des ménages aux USA totalise 14 billions de dollars, soit 47.000 dollars par habitant (trois fois plus qu'en France). On encourage systématiquement les Américains à s'endetter, surtout dans l'immobilier bien sûr, mais aussi dans le domaine du crédit à la consommation, quitte à les saigner à blanc lorsqu'ils ne sont plus assez solvables (par exemple parce que les taux relativement avantageux au départ, augmentent très rapidement). La crise des "subprimes" vient de là. Le mot "subprimes" est d'ailleurs un euphémisme qui désigne les débiteurs dont le standing n'est pas de premier ordre (prime debtors) mais moindre (sub). En matière de crédit à la consommation, le mode d'endettement le plus courant aux Etats-Unis est le découvert lié à l'utilisation d'une carte de crédit (c'est aussi le plus cher). 50 millions de détenteurs de cartes de crédit doivent un total de 600 milliards de dollars² (12.000 dollars chacun, en moyenne). Et il existe encore d'autres formes de crédit personnel, souvent inconnues ailleurs, par exemple le crédit étudiant qui permet de payer ses frais d'études (en moyenne, plus de 40.000 dollars par emprunteur). Toutes ces bulles de crédit ne demandent qu'à éclater...

L'endettement des ménages a doublé depuis 2002, triplé depuis 1995, quadruplé depuis 1991

¹ C'est un peu moins que les dépenses militaires (700 milliards de dollars par an ou 2 milliards par jour)

² Selon des données de juillet 2008, ce chiffre serait entre-temps passé à un billion de dollars (1.000 milliards).

L'augmentation vertigineuse de la dette des ménages a injecté dans l'économie américaine une masse de liquidités qui a permis de maintenir artificiellement la croissance à un niveau élevé. Les particuliers croyaient s'enrichir grâce à l'immobilier; en réalité, ils s'appauvrissaient.

Par exemple, une famille empruntait 400.000 dollars afin de s'acheter une maison en valant 500.000. Trois ou quatre ans plus tard, la valeur du bien étant passée à 750.000 dollars, le banquier encourageait ses clients à emprunter 200.000 dollars de plus pour s'offrir, disons, une grosse voiture, des biens de consommation, un voyage autour du monde ou les frais d'études des enfants. Avec une hypothèque supplémentaire, aucun problème... Et puis, quelque temps plus tard, l'immobilier plonge, le banquier demande à son client de rembourser plus vite ou de fournir de nouvelles sûretés, il augmente ses taux - normal puisque l'emprunteur est moins solvable. C'est le début de la catastrophe, surtout si le client vient à perdre son emploi. Finalement, la famille se retrouve à la rue, les mains vides... Le banquier, le promoteur immobilier, le marchand de 4x4 et tous les autres gonfleurs de PIB, eux, ont fait des affaires en or. Malgré la mauvaise conjoncture, ils ont le temps de voir venir en attendant la prochaine bulle.

La dette des entreprises américaines, qui provient principalement de crédits bancaires ou d'emprunts obligataires des grandes compagnies sur le marché financier, s'élève à environ 12 billions de dollars.

En additionnant dette publique, dette des ménages et dette des entreprises, on arrive à un total de 36 billions de dollars environ (dont 13 billions vis-à-vis de l'étranger). Il s'agit là de la dette concrète et palpable, résultant d'opérations réelles. Si l'on voulait y ajouter l'endettement net provenant de transactions purement financières et spéculatives, impossibles à chiffrer de manière réaliste, nul ne sait à quel total on arriverait.

On cite souvent le chiffre de 50 billions lorsqu'il est question de l'endettement global des USA, la dette du secteur financier y figurant pour 14 billions. Mais comme ce dernier chiffre est un minimum absolument arbitraire, le total général pourrait aussi bien être 2, 3 ou 10 fois plus élevé (à comparer au PIB annuel d'environ 15 billions de dollars). 50 billions de dollars répartis sur 300 millions d'habitants, cela donne 167.000 dollars par tête. Le fardeau effectif est peut-être de 300.000 ou 500.000 ou 1.000.000 de dollars par habitant - qui sait ?...

Lorsque la crise éclatera pour de bon et que le niveau réel d'endettement sera révélé, il y aura nécessairement une coupe brutale (et pas seulement aux Etats-Unis). L'annulation d'une grande partie de la dette financière ruintera de très larges couches de la population (les fameuses "classes moyennes"), les faillites se multiplieront, l'Etat et les collectivités locales deviendront à leur tour insolubles, entraînant sans doute l'effacement ou le gel de leur dette. Une chose est certaine : on ne fera pas de cadeaux aux "ménages", leur dette ne sera certainement pas annulée, ils seront les seuls à faire les frais de la crise - du moins 90 % ou 95 % d'entre eux. Il suffit de voir ce qui s'est passé en Argentine en 2001-2002 et d'élever le tout à la puissance 10.* Les vraies "réformes libérales" n'ont pas encore eu lieu.

Chronologie de la crise

15 mars 2007 : Faillite de New Century Financial, une société spécialisée dans le crédit hypothécaire "subprime". Ce n'est pas la première faillite de ce genre, mais la plus importante. Auparavant, il y a déjà eu ResMae, Fremont General et une trentaine d'autres cas. Les subprimes sont des crédits qui n'auraient jamais dû être accordés, car les débiteurs, souvent très modestes, n'ont pas la "surface" financière voulue.³ Un remboursement normal n'est possible que si les revenus de l'acheteur ne chutent pas pour cause de perte d'emploi, et si le taux d'intérêt relativement avantageux garanti au départ pour deux ans, n'augmente pas sensiblement dès que cette période est écoulée. Deux conditions difficiles, sinon impossibles à réaliser. En cas de liquidation forcée au moment où la bulle de l'immobilier se dégonfle, le bien hypothéqué se déprécie fortement et une vente ne rapporte plus assez pour compenser les dettes. Des millions d'Américains sont tombés dans ce piège.

³ Avant de précipiter ses clients dans la misère, le marchand d'hypothèques n'a pas manqué de jouer le philanthrope qui permet à des Américains pauvres de se hisser au-dessus de leur condition en accédant à la propriété (argument standard de ces bonimenteurs).

13 juin 2007 : Dans le Washington Post, Steven Pearlstein et Robert Samuelson (journalistes proches des milieux de la haute finance) écrivent que "le crash de l'économie américaine a commencé" et annoncent "la fin du crédit bon marché". (Pour l'Américain moyen, le crédit n'a jamais été "bon marché". La menace de Pearlstein-Samuelson rappelle un peu l'avertissement lancé aux automobilistes, comme quoi le prix de l'essence ne restera pas longtemps au niveau "ridiculement bas" auquel il se trouve aujourd'hui. Gageons que les deux journalistes n'ont pas de problèmes de crédit lorsqu'ils veulent s'acheter une villa dans les Hamptons.)

25 juin 2007 : La Banque des Règlements Internationaux, banque des banques centrales, localisée en Suisse bien sur, met en garde contre les dangers d'une nouvelle Grande Dépression comparable à celle des années 1930.

Début août 2007 : La banque WestLB de Düsseldorf annonce 2 milliards d'euros de pertes en rapport avec les subprimes américains. D'autres banques allemandes (SachsenLB, IKB) sont également touchées. Aux Etats-Unis, American Home Mortgage Investment, organisme de refinancement des prêts hypothécaires, fait faillite. Countrywide Financial est en difficulté.

10 août 2007 : Intervention des banques centrales pour contrer le manque de liquidités dû à la crise de l'immobilier américain. La BCE injecte 156 milliards d'euros en deux jours, la Fed 38 milliards de dollars. La banque centrale japonaise intervient également.

14 septembre 2007 : La banque anglaise Northern Rock, victime de la crise hypothécaire, est sauvée de justesse par la Banque d'Angleterre. Elle sera nationalisée quelque temps plus tard (on nationalise les pertes, on privatise les gains). Le sauvetage coûtera 26 milliards de livres au contribuable britannique (33 milliards d'euros).

19 novembre 2007 : Citigroup annonce, pour le 4ème trimestre 2007, des pertes de 18 milliards de dollars, résultant de crédits hypothécaires défaillants. Au 3ème trimestre, la banque avait déjà enregistré des pertes de 6,5 milliards.

10 décembre 2007 : La banque suisse UBS annonce 10 milliards de francs suisses de pertes, qui font suite à 4,2 milliards. On parle même d'un total de 60 milliards. Ces pertes proviennent de l'immobilier et des dérivés. (1 franc suisse = 1 dollar = 0,65 euro.)

12 décembre 2007 : La Fed et d'autres banques centrales mettent 65 milliards de dollars à la disposition du marché pour pallier au manque de liquidités consécutif à la crise des crédits hypothécaires.

25 janvier 2008 : La Société Générale annonce une perte de 5 milliards d'euros à la suite de spéculations illégales d'un de ses employés.

11 mars 2008 : La Fed (seule) met 200 milliards de dollars de liquidités dans le circuit et accepte "en couverture" des titres à risque dont personne ne veut.

14 mars 2008 : Un fonds de placement contrôlé par le Carlyle Group (la banque d'affaires des familles Bush et Ben Laden) doit cesser ses activités après que le milliardaire Larry Silverstein ait retiré sa mise (14 milliards de dollars).

17 mars 2008 : la banque d'affaires Bear Stearns, au bord de la faillite, est reprise par JPMorgan Chase pour une bouchée de pain (un pour cent de la valeur boursière au 1er mars), avec de l'argent prêté par la Fed. Trois jours auparavant, le banquier Alan Schwartz, PDG de Bear Stearns, disait qu'il n'y avait rien à craindre. Pour faciliter la reprise, la Fed garantit les subprimes et autres créances douteuses de la banque à hauteur de 30 milliards. Excellente affaire pour les principaux protagonistes de ce drame (y compris pour le PDG de la banque coulée). Malheureusement, on ne peut pas en dire autant des emprunteurs qui ont perdu leur maison, ni des milliers de salariés à présent sans emploi. Déjà, en juin 2007, deux hedge funds gérés par Bear Stearns s'étaient effondrés - sans aucune conséquence négative pour les responsables.

Commentaire amusé du milliardaire américain Jim Rogers, cité par le Financial Times Deutschland : "C'est la Fed qui finance les Maserati des banquiers de Wall Street."

18 mars 2008 : Josef Ackermann, PDG de la Deutsche Bank, déclare que les banques ne pourront pas s'en tirer seules, et réclame l'intervention du gouvernement. Comme lui, beaucoup de partisans du "néolibéralisme", du "laissez-faire" et du "marché libre" exigent maintenant l'aide active de l'Etat pour réparer les dégâts qu'ils ont causés. (En 2007, Ackermann a gagné 14 millions d'euros - et ce, dans un pays où le SMIC n'existe pas et où des salaires horaires de 4 ou 5 euros sont tout à fait courants. 14 millions annuels correspondent à 7.300 euros de l'heure. Mais ce salaire, sans doute légèrement supérieur au vôtre, n'est encore rien en comparaison de celui des patrons de hedge funds).

Capitalisme à doctrine variable - L'Etat au service des banques ou de l'intérêt général ?

20 mars 2008 : aux USA et en Grande-Bretagne, il est question de mettre en place un "plan de sauvetage" qui consisterait à "racheter" aux banques leurs créances dépréciées - à la valeur nominale, cela va de soi. Avec cet apport de fonds publics (environ 3.000 milliards de dollars si l'on en croit Paul Krugman, économiste écrivant pour le New York Times), les miraculés de la haute finance pourraient se lancer dans une nouvelle bulle spéculative. En fait, ils le font déjà, comme on peut le constater avec la hausse des cours du pétrole, des céréales, de l'or, de l'euro et de quelques autres monnaies.

2 avril 2008 : 12 milliards de francs suisses de pertes supplémentaires pour l'UBS (pour le premier trimestre 2008).

3 avril 2008 : la WestLB allemande (banque des caisses d'épargne publiques de l'ouest du pays) se voit octroyer par l'Etat un "parapluie risques" de 23 milliards d'euros afin d'effacer ses créances douteuses (huit mois plus tôt, on en était encore à 2 milliards). Le nouveau PDG, après avoir annoncé des licenciements, déclare que la banque est à la recherche de nouvelles opportunités financières - les prochaines pertes sont pour ainsi dire déjà programmées. De son côté, la BayernLB (pendant bavarois de la WestLB) signale des dépréciations de plus de 4 milliards d'euros dans ses actifs. Bien que faisant encore partie du secteur public, ces banques se comportent de manière aussi irresponsable que les établissements privés.

Tout cela n'empêche pas les apprentis-sorciers de la finance de prêcher la modération et la retenue. Quelques jours plus tôt, l'association patronale des banques avait vivement critiqué l'intention du gouvernement allemand d'augmenter les retraites de 1,1 % le 1er juillet prochain.

9 avril 2008 : selon le Canard enchaîné, le Fonds de Réserve des Retraites géré par la Caisse des Dépôts et Consignations, vient de perdre 3,1 milliards d'euros suite à un placement boursier malheureux.

15 avril 2008 : encore 10 milliards de dollars de pertes pour Citygroup et 5 milliards pour Merrill Lynch. Citygroup a besoin d'argent frais et cherche un repreneur pour son réseau bancaire allemand, de même que pour sa filiale Diners Club (cartes de crédit). La Deutsche Bank, de son côté, s'efforce de faire disparaître de son bilan pour 35 milliards d'euros de créances douteuses.

18 avril 2008 : avec l'aide du Trésor (c'est-à-dire du contribuable), la Banque d'Angleterre se prépare à insuffler 50 milliards de livres (63 milliards d'euros) aux banques en difficulté (Royal Bank of Scotland, Barclays et quelques autres). L'aide prendra la forme d'un échange de créances douteuses contre des obligations garanties par l'Etat.

21 avril 2008 : la Bank of America annonce 6 milliards de dollars de pertes dans le domaine du crédit à la consommation (automobiles, cartes de crédit). C'est le deuxième point faible des banques américaines après le subprime hypothécaire. Pratiquement tous les établissements bancaires doivent trouver d'urgence des capitaux afin de ramener à un niveau acceptable leur ratio de solvabilité mis à mal par la découverte quasi-quotidienne de nouveaux risques de crédit.

24 avril 2008 : dépréciations d'actifs de 5,2 milliards de dollars pour le Crédit Suisse, qui viennent s'ajouter aux 3 milliards de 2007.

25 avril 2008 : le bruit court que Fannie Mae et Freddie Mac, les deux principales sociétés américaines de crédit immobilier, sont menacées d'insolvabilité. Le gouvernement serait prêt à intervenir, ce qui pourrait coûter au contribuable entre 420 et 1.100 milliards de dollars.

2 mai 2008 : la Fed, la Banque Centrale Européenne et la Banque Nationale Suisse annoncent leur intention de mettre 82 milliards de dollars supplémentaires (55 milliards d'euros) à la disposition du système bancaire.

5 mai 2008 : le pyromane Ben Shalom Bernanke crie au feu. A son avis, la crise immobilière américaine risque de déboucher sur une crise économique. Quelle perspicacité !... Le chef de la Fed vient de s'apercevoir que dans le pays le plus riche du monde, des millions d'expulsions sont en cours. 18 millions de maisons individuelles sont vides et invendables, donnant à des quartiers entiers des allures de villes fantômes.

21 mai 2008 : l'Institute of International Finance, un organisme présidé par Josef Ackermann (Deutsche Bank) et rassemblant plus de 300 établissements bancaires et financiers, vient de demander l'assouplissement des règles en vigueur, afin de permettre aux banques de comptabiliser leurs actifs dépréciés à la valeur qu'ils avaient avant la crise. De cette manière, la course à l'argent frais s'en trouverait freinée (et l'effondrement final retardé). C'est le contraire de la "surveillance accrue" que réclament certains politiciens (qui savent pertinemment qu'elle n'est pas possible sans changement radical de système). Avec la méthode Ackermann, pour combattre la canicule, il suffirait de modifier les thermomètres et tous les problèmes disparaîtraient.

22 mai 2008 : la presse financière américaine (notamment Bloomberg) signale un nouvel aspect de la crise, tout à fait catastrophique pour les épargnants. Il s'agit de l'effondrement des auction-rate bonds, des titres obligataires dont le taux d'intérêt, au lieu d'être fixé à l'avance, est déterminé aux enchères (c'est l'acheteur qui accepte le taux le plus bas qui l'emporte). Le client à qui un banquier ou courtier peu scrupuleux a refilé ces obligations, ignore généralement ce qu'il y a derrière et qui sont les débiteurs (par exemple : des communes qui peuvent devenir insolubles à tout moment si la crise s'étend, ou des étudiants dans l'incapacité de rembourser leurs crédits, ou n'importe quels autres emprunteurs en difficulté). Le marché des auction-rate bonds existe depuis un quinzaine d'années; en 2004, il représentait un volume de 200 milliards de dollars (aujourd'hui probablement davantage).

Le propre de ces auction-rate bonds, c'est qu'ils ne se négocient pas en bourse. Et depuis peu, rien ne va plus; les titres sont devenus invendables. Bloomberg cite le cas d'une dame qui s'est vu conseiller, en janvier 2008, l'achat de 275.000 dollars de ces bonds. Son argent, qu'elle venait d'hériter, est à présent bloqué indéfiniment. Il n'a pas disparu mais c'est tout comme; en tout cas, elle ne peut plus payer les études de ses enfants.

Une autre cliente a perdu 200.000 dollars. Agée de 72 ans, elle les avait placés en prévision de sa retraite, qu'elle comptait prendre prochainement ! Travailler plus longtemps pour se faire voler plus... Vive la retraite à 90 ans pour tout le monde (sauf les banksters: politiciens et hommes d'affaires).

23 mai 2008 : la crise financière ne touche pas seulement les USA et l'Union européenne. L'Islande, petit pays de 300.000 habitants, est frappée de plein fouet. Depuis quelques années, ses banques spéculent autant que les grands de Wall Street ou de la City. La Landsbanki Islandis et la Kaupthing Bank, "conseillées" par des hedge funds, ont emprunté à tour de bras et se sont mises à financer des acquisitions d'entreprises à travers toute l'Europe, brassant ainsi un volume représentant neuf fois le PIB du pays (lequel est d'environ 13 milliards de dollars). Entre-temps, les deux banques sont au bord de la faillite, mais la banque centrale est bien trop faible pour les aider. La couronne islandaise a perdu un quart de sa valeur depuis janvier; l'inflation officielle est de l'ordre de 12 %. Il a donc fallu que les banques centrales scandinaves se cotisent pour faire parvenir aux Islandais 2,4 milliards de dollars. (A l'échelle de la France, cela correspond à 500 milliards; à l'échelle des USA, à 2.400 milliards !) L'aide apportée sera peut-être suffisante dans un

premier temps pour calmer l'appétit des fonds voutours, mais on ne serait pas étonné d'apprendre que les besoins réels représentent un multiple de cette somme.

4 juin 2008 : d'après le Financial Times, un changement des règles comptables serait en préparation aux USA, qui obligerait les banques à faire figurer dans leurs bilans pour 5.000 milliards de dollars de "véhicules financiers" actuellement externalisés. Cette mesure, qui entraînerait pour la plupart des établissements de crédit une nouvelle dégradation de leur ratio de solvabilité, va à l'encontre de la "méthode Ackermann". Et elle ne touche de toute façon qu'une infime partie des risques potentiels générés par la bulle des dérivés, qui est 100 fois plus importante - voir plus haut.

Quoi que fassent les autorités - qu'elles s'enfouissent la tête dans le sable ou qu'elles jouent très timidement la carte de la transparence -, une solution n'est pas en vue. Pour préserver le système bancaire du désastre, il faudrait stopper immédiatement toute forme de spéculation, geler tous les dérivés et autres instruments financiers, garantir les dépôts de la clientèle privée et commerciale, et repartir à zéro. Autant dire, nationaliser la finance et exproprier l'oligarchie. L'oligarchie, elle, a d'autres plans : exproprier le reste du monde et s'emparer de tout ce qui ne lui appartient pas encore.

14 juin 2008 : Lehman Brothers annonce 3 milliards de dollars de pertes pour le trimestre écoulé. Si l'on en croit certaines rumeurs, la banque serait sérieusement menacée. D'un autre côté, il est probable qu'elle ne subira pas le sort de Bear Stearns, car son PDG, Richard Fuld, est membre du conseil d'administration de la filiale new-yorkaise de la Réserve Fédérale. Fuld est un milliardaire qui a su profiter (en toute impunité) de ses connaissances d'initié. En 2006-2007, il a vendu pour 320 millions de dollars d'actions Lehman, alors que le cours était à son maximum. Sa position à la tête de la banque lui permettait bien entendu de savoir ce qui se préparait. Et comme Fuld a dû conserver un petit reliquat de titres d'une valeur de 100 millions, son autre job (à la Fed) va s'avérer très utile pour limiter d'éventuels dégâts.

1er juillet 2008 : nouvelles pertes pour l'UBS, la banque européenne la plus touchée. En un an, elle a dû faire face à 40 milliards de francs suisses de dépréciations (25 milliards d'euros).

11 juillet 2008 : faillite de la banque hypothécaire californienne Indymac (32 milliards de dollars d'actifs dévalorisés). Les dépôts de la clientèle devraient être pris en charge par le fonds de garantie bancaire FDIC, ce qui coûterait à cet organisme la modique somme de 8 milliards. En tout, le FDIC dispose de 53 milliards - c'est peu pour garantir 4.000 milliards de dépôts.

Quasi-faillite également de Fannie Mae et Freddie Mac. Ces deux établissements privés qui refinancent près de la moitié des prêts immobiliers aux Etats-Unis, soit 5.300 milliards de dollars, vont faire l'objet d'un "plan de sauvetage" à l'aide de fonds publics. Comme toujours, l'Etat providence vole au secours du grand capital. A l'origine, Fannie et Freddie étaient des établissements financiers publics (Government sponsored enterprises). Fondés en 1938 dans le cadre du New Deal du président Roosevelt, afin de permettre aux familles modestes d'acquérir leur maison, ils furent privatisés en 1968 et perdirent leur caractère social. En revanche, leurs privilèges fiscaux et comptables furent maintenus, de même que la possibilité de se procurer des liquidités à bon compte auprès de la Fed - le tout, bien entendu, pour le seul profit des actionnaires privés.

17 juillet 2008 : la banque américaine Merrill Lynch annonce pour 5 milliards de dollars de pertes supplémentaires. Citygroup, de son côté, affiche un nouveau trou de 7 milliards, soit plus de 40 milliards en tout en un an. Le numéro un de la finance mondiale aurait réussi entre-temps à se procurer suffisamment de capitaux frais, notamment grâce à la vente de son réseau allemand au Crédit Mutuel français. Prochaine "surprise" au plus tard dans trois mois.

25 juillet 2008 : deux nouvelles faillites bancaires (First Heritage Bank et First National Bank of Nevada). Comme il s'agit de petits établissements régionaux, la bourse ne s'affole pas. D'ailleurs, la FDIC attend toujours le vendredi soir pour annoncer ce genre de nouvelles.

8 septembre 2008 : nationalisation de Fannie Mae et Freddie Mac. Le Trésor américain s'engage à recapitaliser les deux établissements à hauteur de 200 milliards de dollars. Cette somme sera-t-elle suffisante ?...

12 septembre 2008 : sur le marché des changes, le dollar a repris du poil de la bête. Un euro ne coûte plus que 1,40 \$ contre près de 1,60 en juillet. Entre-temps, l'once d'or est à 750 dollars (1.000 dollars en mars) et le baril de pétrole à 100 dollars (près de 150 en juillet). On voit que la spéculation est possible dans les deux sens.

15 septembre 2008 : Merrill Lynch échappe de justesse à la faillite, grâce à une reprise de dernière minute par la Bank of America. Lehman Brothers a moins de chance et doit déposer son bilan; le milliardaire Richard Fuld va-t-il être obligé de s'inscrire au chômage ?... En l'espace de six mois, trois des principales banques d'investissement des USA ont disparu (Bear Stearns, Merrill Lynch, Lehman). Qui sera la prochaine ?...

De son côté, l'assureur AIG - American International Group (numéro un mondial) doit faire face à de sérieuses difficultés; il lui manque la bagatelle de 75 milliards de dollars pour faire face à ses obligations immédiates. Pour parfaire le tableau, la Washington Mutual (WaMu) de Seattle, la plus grande caisse d'épargne des Etats-Unis, annonce une perte de 3 milliards pour le trimestre, plus 16 milliards probables prochainement sur un total de créances hypothécaires douteuses dans ses livres de plus de 180 milliards. Et il semblerait que WaMu soit bientôt suivie par Wachovia de Charlotte (Caroline du Nord), la quatrième banque américaine. (Indépendamment de ses problèmes financiers actuels, Wachovia a la réputation d'être une banque qui aime arnaquer les épargnants : en 2007, elle a encaissé pour 150 millions de dollars de chèques non signés, soi-disant émis par sa clientèle; elle a mis en circulation de la fausse monnaie; elle a harcelé téléphoniquement ses clients âgés pour leur fourguer des titres sans valeur. Wachovia a également été mêlée à des histoires de blanchiment de narcodollars.)

En Europe, la situation n'est guère plus brillante. La BCE et la Banque d'Angleterre injectent 37 milliards d'euros de plus dans les circuits financiers. Les titres bancaires chutent. L'action HBOS - Halifax Bank of Scotland perd près de 30 % en quelques heures.

A part ça, tout va très bien...

16 septembre 2008 : sauvetage d'AIG grâce à 85 milliards de dollars de fonds publics (les 75 demandés + un petit pourboire) en échange d'une participation de l'Etat (nationalisation partielle). Uncle Sam en profite pour donner 50 milliards de plus aux autres responsables de la crise financière. L'Europe lui emboîte le pas et distribue de son côté le double de ce qu'elle avait distribué la veille.

17 septembre 2008 : HBOS, au bord de la faillite, est racheté par son concurrent Lloyds TSB. Les banques centrales continuent de déverser des dizaines et des dizaines de milliards sur les marchés financiers - plus personne ne compte. La banque allemande KfW (établissement public) effectue "par erreur" (et à fonds perdus) un virement de 300 millions de dollars en faveur de Lehman Brothers, en liquidation depuis deux jours (certaines sources parlent même de 530 millions).

18 septembre 2008 : la banque britannique Barclays rachète une partie des dépouilles de Lehman. Nul ne sait au juste ce qui a été manigancé dans la coulisse (c'est le cas de le dire), mais il y a fort à parier que cette faillite arrangée ne sera pas une tragédie pour tout le monde.

Un certain Olivier Pastré,⁴ professeur d'économie et banquier, rassure ici ceux d'entre eux (les cons d'épargnants) qui n'ont pas encore subi le sort des clients de Lehman. Ils ne risquent rien, dit-il, "car les banques de détail ne vont pas faire faillite". Qu'est-ce qu'il en sait ?... Pastré prétend que, contrairement à ce que disent "les dépressifs", "la crise actuelle n'a rien à voir avec 1929" et que "les bêtises faites alors par les banques centrales ne sont plus faites aujourd'hui". En 1929, on était

⁴ Olivier Pastré est président de l'IM Bank de Tunis, après avoir été administrateur de diverses banques et fonds d'investissement du Maghreb.

dès le départ résolument déflationniste, alors qu'en 2008, on inonde les marchés de centaines de milliards de liquidités. Et alors ?...

C'est un peu comme si un "expert" avait dit en 1939 : "La situation actuelle n'est pas du tout comparable à celle de 1914; personne ne commettra plus la bêtise de se lancer dans une guerre de tranchées. En 14, les fantassins devaient se déplacer à pied; un quart de siècle plus tard, on est mobile et motorisé..." (Argument imparable qui aurait certainement rassuré les futurs 60 millions de morts de la Deuxième Guerre mondiale.)

Le problème, bien sûr, ce n'est pas que telle ou telle "bêtise" soit reproduite à l'identique, mais que l'on retrouve, dans le monde actuel de la finance, le même état d'esprit qu'en 1929 - en bien pire encore. Une bulle est une bulle, et au-delà d'une certaine taille, rien ne peut l'empêcher d'éclater. En démantelant tous les garde-fous mis en place sous Roosevelt, on a rendu possible - et probable - un nouveau 1929. Après la grande catastrophe, tous les Pastré du monde viendront nous raconter qu'on ne pouvait pas prévoir. (Les plus gonflés d'entre eux prétendront qu'ils nous avaient prévenus.)

Aux Etats-Unis, la banque d'investissement Morgan Stanley, assez durement frappée par la crise, négocie paraît-il avec Wachovia en vue d'une éventuelle fusion : avec deux jambes de bois, on court plus vite.

19 septembre 2008 : les autorités américaines annoncent la création d'un fonds spécial chargé de délester les banques de leurs créances les plus dépréciées⁵. L'opération coûtera plusieurs centaines de milliards de dollars qui, espère-t-on, seront remboursés un jour. Avec mille fois plus de dérivés en circulation (500.000 milliards de dollars en 2007 et sans doute 700.000 aujourd'hui), on peut légitimement douter qu'un tel fonds soit suffisant et que les banques soient en mesure de rembourser un jour.

Les innombrables milliards déjà jetés dans le gouffre de la finance depuis un an sont également remboursables - mais pas nécessairement remboursés. En fin de compte, c'est le contribuable qui paie. Et chaque dollar public versé pour "aider les banques" alimente directement ou indirectement la spéculation.

Spéculation que personne ne songe à supprimer - on ne va quand même pas imposer le communisme à Wall Street... Bien sûr, il y aura peut-être un ou deux embellissements superficiels. A New York et à Londres, on parle de suspendre pour trois mois les ventes de titres à découvert. Mais qui empêchera les spéculateurs de passer par une autre place ?... Il est clair que cette mesure a principalement pour but d'éviter un effondrement boursier des valeurs bancaires, déjà bien secouées au cours des quatre derniers jours; elle ne résout en rien le véritable problème.

22 septembre 2008 : le fonds de sauvetage du gouvernement américain sera doté de 700 milliards de dollars (l'équivalent des dépenses militaires ou du déficit budgétaire d'une année normale). Avant d'actionner la "planche à billets", Washington demande à ses fidèles alliés de l'aider un peu à rassembler cette somme. Les Européens, pourtant habitués à payer les pots cassés des Américains, refusent poliment.

Les banques centrales, en Europe, au Japon, aux USA, continuent d'injecter de l'argent frais par tranches de 50 ou 100 milliards, sur des marchés "en manque de liquidités". C'est un véritable coup de fouet pour la spéculation : les cours de l'or et du pétrole se remettent à grimper (jusqu'à 900 et 130 \$ respectivement). Bien entendu, le problème actuel ne résulte pas d'un manque de liquidités mais d'un manque général de confiance entre banques.

Nouvelle mesure purement cosmétique aux Etats-Unis : on supprime le statut particulier des banques d'investissement, qui n'existait plus que sur le papier. En principe, toutes les banques seront désormais soumises aux mêmes contrôles - ce qui ne change pas grand-chose, puisque les contrôles sont purement virtuels dès qu'il y va de l'essentiel.

A New York, juste après avoir rencontré Tim Geithner, patron de la branche locale de la Federal Reserve Bank, Nicolas Sarkozy demande "que les responsables du désastre soient sanctionnés".

⁵ On avait procédé de même dans les années 1980 pour endiguer la crise des caisses d'épargne (savings and loan crisis). Mais la comparaison s'arrête là, car le sauvetage n'avait coûté alors que 125 milliards de dollars au total.

Chiche ! Au lieu de faire la guerre en Afghanistan, qu'il donne l'ordre de bombarder Wall Street et la Fed...

25 septembre 2008 : après que de nombreux clients aient vidé leurs comptes, la Washington Mutual est en état de cessation de paiements : c'est la plus grande faillite d'une banque de dépôts dans l'histoire des Etats-Unis. Les autorités placent la WaMu sous séquestre et revendent une partie de ses activités à JPMorgan Chase pour 1,9 milliards de dollars, sans qu'il en coûte un cent à la FDIC. Le reste restera probablement à la charge du contribuable.

La mise en place du fonds de sauvetage est accompagnée de vives discussions. Certains députés, pour ne pas compromettre leur réélection en novembre (malgré la généralisation de la fraude électronique), proposent que le Trésor public n'agisse pas sans contrepartie. En échange de la reprise des créances douteuses, l'Etat deviendrait actionnaire des banques "sauvées". Le versement d'indemnités de départ astronomiques (parachutes dorés) aux banquiers banqueroutiers serait exclu. Et surtout, il y aurait des dispositions financières et administratives en faveur des Américains modestes directement menacés par la crise hypothécaire et la perte de leur maison. Bien entendu, Ben Bernanke (chef de la Fed) et son compère Henry Paulson (ministre des Finances, chef du Trésor, ancien PDG de Goldman Sachs) s'opposent formellement à ces mesures abominablement "socialistes". Ce qu'ils veulent, c'est un chèque en blanc pour les "responsables" et l'assurance que tout pourra continuer comme avant.

29 septembre 2008 : la crise financière frappe l'Europe pour la première fois paraît-il. La banque Fortis du Benelux est sauvée de la faillite grâce à une prise de participation des trois gouvernements (dont les contribuables français sont caution) de 11 milliards d'euros. Bradford & Bingley, banque hypothécaire britannique en difficulté (50 milliards d'euros de créances à risques), est elle aussi partiellement nationalisée. La banque allemande Hypo Real Estate, menacée de liquidation, obtient in extremis une aide de 35 milliards d'euros, dont 27 accordés par l'Etat et 8 par un consortium de banques privées. En Islande, l'Etat doit reprendre 75 % du capital de la banque Glitnir pour lui éviter l'effondrement... Prochains candidats au plongeon : la banque franco-belge Dexia et la Roskilde Bank du Danemark.

Aux Etats-Unis, Wachovia a trouvé un "sauveteur" (plus solide, paraît-il, que Morgan Stanley) : il s'agit de Citigroup. Le plus curieux est que le groupe en question était à la recherche de liquidités il y a à peine six mois, et que pour s'en procurer, il a dû se séparer de plusieurs de ses filiales. Et voilà qu'il a de l'argent plein les poches et peut se permettre de racheter ses concurrents... Il y a certainement une large part d'intox dans toutes ces "informations" financières. Bien malin qui pourrait dire ce qui nous attend demain.

Selon le Financial Times Deutschland, le volume total des dérivés de crédit CDS (voir plus haut) diminue depuis quelque temps. On en serait maintenant à 55 billions de dollars, une somme encore supérieure au PIB mondial (54 billions). Au passage, on apprend que la banque Lehman Brothers, en liquidation depuis le 15 septembre, était elle aussi "vendeuse de protection" CDS. Sa disparition a fait automatiquement baisser l'encours global.

Si l'on en croit l'agence Bloomberg, le syndic de faillite de Lehman vient de constater la perte mystérieuse de 400 milliards de dollars durant les mois précédant le dépôt de bilan - perte due, paraît-il, aux fluctuations du marché. On ne serait pas étonné d'apprendre que cette somme n'est pas perdue pour tout le monde, même s'il est peu probable qu'on connaisse jamais les dessous de l'affaire. En tout cas, on commence à comprendre pourquoi Lehman n'a pas été "sauvé" comme les autres.

Là aussi, on voit ce que valent les annonces officielles : le 14 juin 2008, quand Lehman faisait état de 3 milliards de perte, la réalité était déjà cent fois pire. On se demande combien d'autres mensonges vont éclater au grand jour dans les semaines et les mois à venir.

Pour terminer cette belle journée du 29, le Congrès américain rejette le plan de sauvetage légèrement amendé par les soins de Bernanke-Paulson. Certains opposants, surtout républicains, estiment que le projet est trop dirigiste. D'autres, surtout démocrates, pensent que le projet ne va pas assez loin. Quelques "contestataires de gauche" vont même jusqu'à exiger une limitation générale des salaires versés aux dirigeants de banques bénéficiant de l'aide gouvernementale. Les escrocs de Wall Street et leurs complices de Washington protestent, affirmant qu'une telle mesure "affecterait la compétitivité" (sic).

La discussion reprendra prochainement, mais pas demain. Le Congrès ne siègera pas le 30 septembre (jour férié juif).

LES CITATIONS SUR L'ARGENT DETTE ET LES BANKSTERS

Lenin : *Le moyen le plus sûr de renverser un ordre social existant consiste à corrompre la monnaie*

Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Économiques 1988 : *Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents.*

Henry Makow : *Les banquiers Illuminati gouvernent le monde grâce à la dette qui correspond à l'argent créé à partir du néant. Ils ont besoin de gouverner le monde pour s'assurer qu'aucun pays ne faiblisse ou ne tente de les renverser. Aussi longtemps que les banques privées, au lieu des gouvernements, contrôleront la création de l'argent, la race humaine sera condamnée. Ces banquiers et leurs alliés ont tout acheté et tout le monde.*

Mécanisme de l'argent moderne, Banque de Réserves Fédérale de Chicago : *Le processus proprement dit de la création monétaire se passe principalement dans les banques... les banquiers ont découvert qu'ils pourraient faire des prêts simplement en donnant leur promesse de payer, ou des billets de banque, à des emprunteurs. De cette façon les banques ont commencé à créer l'argent. Les dépôts de transaction sont les contreparties modernes des billets de banque. C'était une petite étape d'imprimer des billets en les créditant dans les livres comptables des dépôts des emprunteurs, que les emprunteurs alternativement pourraient « dépenser » en faisant des chèques, « imprimant de ce fait » leur propre argent.*

Woodrow Wilson, ancien président des Etats-Unis : *Certains des plus grands hommes des Etats-Unis, dans le domaine du commerce et de la production, ont peur de quelque chose. Ils savent qu'il existe quelque part une puissance si organisée, si subtile, si vigilante, si cohérente, si complète, si persuasive... Qu'ils font bien, lorsqu'ils en parlent, de parler doucement.*

John Kenneth Galbraith, économiste : *Le procédé par lequel les banques créent de l'argent est tellement simple que l'esprit en est dégoûté.*

Graham F. Towers gouverneur de la Banque du Canada 1934-54 : *Chaque fois qu'une banque fait un prêt, un nouveau crédit bancaire est créé. De l'argent tout neuf.*

Napoléon Bonaparte, Empereur Français (1769-1821) : *Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain.*

David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991 : *Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés.*

Rothschild Brothers of London : *Les quelques personnes qui comprennent le système (argent et crédits) seront soit tellement intéressés par les profits qu'il engendre, soit tellement dépendantes des faveurs qu'il conçoit, qu'il n'y aura aucune opposition au sein de cette classe. D'un autre côté, les personnes incapables d'appréhender l'immense avantage retiré du système par le capital porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts.*

William Lyon Mackenzie King, ex-premier ministre du Canada : *Jusqu'à ce que le contrôle de l'émission de devises et de crédit soit restauré au gouvernement et reconnue comme sa responsabilité la plus flagrante et la plus sacrée, tout discours sur la souveraineté du Parlement et la démocratie est vain et futile... Une fois qu'une nation abandonne le contrôle de ses crédits, il n'importe plus qui fait ses lois... L'usure, une fois aux commandes, coule n'importe quelle nation.*

Abraham Lincoln, président des Etats-Unis, assassiné : *Le gouvernement devrait créer, émettre, et faire circuler toutes les devises et tous les crédits nécessaires pour satisfaire les dépenses du gouvernement et le pouvoir d'achat des consommateurs. En adoptant ces principes, les contribuables économiseraient d'immenses sommes d'argent en intérêts. Le privilège de créer et d'émettre de la monnaie n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité.*

James A. Garfield, président des Etats-Unis, assassiné : *Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent.*

John Adams, père fondateur de la Constitution américaine : *Toute la perplexité, la confusion, et la détresse en Amérique ne provient pas des défauts de la Constitution ou de la Confédération ni du désir d'honneur ou de vertu mais de notre ignorance profonde de la nature des devises, du crédit, et de la circulation.*

Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, 1913-1921 : *Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants.*

Benjamin Franklin : *L'incapacité pour les colons d'obtenir le pouvoir d'émettre leur propre argent à l'écart des mains de Georges III et des banquiers internationaux fut la raison PRINCIPALE de la guerre d'indépendance.*

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre 1928-1941 (Réputé 2^e fortune d'Angleterre à cette époque) : *Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le péché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la racheter. Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits.*

Léon Tolstoï : *L'argent est une nouvelle forme d'esclavage, il se distingue de l'ancienne simplement par le fait qu'il est impersonnel, il n'y a pas de relation humaine entre le maître et l'esclave.*

Encyclopædia Britannica, 14^e Edition : *Les banques créent du crédit. C'est une erreur de croire que le crédit des banques est créé dans toute mesure par le versement d'argent aux banques. Un prêt créé par la banque constitue un ajout significatif au volume d'argent de la communauté.*

Lord Acton, Lord Chief Justice of England, 1875 : *Le problème récurrent au cours des siècles derniers et qui devra être réglé tôt ou tard est celui du conflit qui oppose le Peuple aux banques.*

Sir Josiah Stamp, Governor of Bank of England, 1920 : *Les banquiers détiennent la Terre. Si vous souhaitez rester leurs esclaves et payer le coût de votre propre esclavagisme, alors laissez-les continuer à créer de l'argent.*

George H.W. Bush, 1992 : *Si le Peuple avait la moindre idée de ce que nous avons fait, il nous traînerait dans la rue et nous lyncheraient.*

M. Phillip A. Benson, Président de l'association American Bankers' Association, 8 juin 1939 : *Il n'existe pas de moyen plus efficace pour prendre le contrôle d'une nation que de diriger son système de crédit (monétaire).*

Andrew Gause, historien de la monnaie : *Une chose à comprendre à propos de notre système de réserve fractionnaire est que tel lors d'un jeu de chaises musicales, aussi longtemps que la musique tourne, il n'y a pas de perdants.*

Irving Fisher, économiste et auteur : *Ainsi notre moyen national d'échange est maintenant à la merci des transactions de prêts des banques, qui prêtent, non pas de l'argent, mais des promesses de fournir de l'argent qu'elles n'ont pas.*

Marriner S. Eccles, gouverneur et président du CA de la Fed : *S'il n'y avait pas de dette dans le système, il n'y aurait aucun argent.*

Abraham Lincoln, Président des Etats-Unis : *Le gouvernement devrait créer, émettre et favoriser la circulation des monnaies et des crédits nécessaires à la satisfaction du besoin de dépense du gouvernement et du besoin d'achat des consommateurs. L'adoption de ces principes doit permettre aux contribuables d'économiser le paiement d'un gros volume d'intérêts. L'argent cessera de gouverner et se mettra au service de l'humanité.*

Rothschild : *Permettez-moi d'émettre et de contrôler les ressources monétaires d'un pays et je me moque de celui qui écrit ses lois.*

Charles A. Lindbergh : *Le système financier est devenu la Banque centrale américaine (Federal Reserve Board). Cette banque centrale gère un système financier au moyen d'un groupe de purs profiteurs. Ce système est privé et son seul objectif consiste à réaliser les profits les plus énormes possibles en utilisant l'argent des autres. Cette loi (de la Réserve fédérale) démontre la plus grande preuve de confiance au monde. Lorsque le président signe cet acte, il légalise le gouvernement invisible par le pouvoir monétaire. Les personnes ne s'en rendent peut-être pas compte pour le moment mais le jour du jugement n'est plus qu'à quelques années, le jour du jugement de cet Acte qui représente le pire crime de tous les temps commis au nom de la loi par l'intermédiaire d'un projet de loi.*

Henry Ford : *Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire, car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin.*

American's Bulletin : *Nous avons été communisés : la production doit être régulée de manière impitoyable par rapport à la consommation ou la fraude du crédit bancaire au détriment du public sera révélée*

Henry Ford : *La jeunesse qui pourra résoudre la question monétaire fera plus pour le monde que toutes les armées de l'histoire.*

Louis McFadden : *Nous possédons dans ce pays l'une des institutions les plus corrompues que le monde ait jamais connu. Je veux parler de la Banque centrale américaine. Cette institution a appauvri les citoyens des Etats-Unis et a presque mené notre gouvernement à la faillite. Tout ceci est dû aux pratiques frauduleuses des vautours qui contrôlent cette situation. Un super état dirigé par les banquiers et les industrialistes internationaux qui s'associent avec plaisir pour asservir le monde.*

Robert H. Hemphill, gestionnaire de crédits, Fed, Atlanta, Géorgie : *Si les banques créent assez d'argent synthétique, nous prospérons ; sinon, nous sombrons dans la misère. Nous sommes, définitivement, sans système monétaire permanent. Quand on a une vision complète de l'ensemble, l'absurdité tragique de notre position désespérée est presque incroyable, mais il en est ainsi.*

1924 US Banker's Association Magazine : *Le capital doit assurer sa propre protection par tous les moyens possibles, grâce à la coalition et à la législation. Les dettes doivent être collectées et les hypothèques interdites le plus rapidement possible. Lorsque les personnes ordinaires perdent leurs maisons à travers le processus de la loi, elles deviennent plus dociles et peuvent plus facilement être dirigées grâce au bras fort du gouvernement représenté par les principaux acteurs financiers et par une puissance centrale due aux richesses. Ces vérités sont bien connues de nos principaux intervenants qui s'appliquent désormais à créer un impérialisme permettant de gouverner le monde. En divisant les*

votes grâce au système de parti politique, nous les manipulons afin qu'ils dépensent toute leur énergie pour des problèmes n'ayant aucune importance. C'est donc grâce à une action discrète que nous garantirons la pérennité de ce que nous avons si bien planifié et accompli.

Wright Patman, membre démocrate du Congrès 1928-1976 président du comité de la Banque et de la Monnaie 1963-1975 : *Je n'ai jamais vu personne ayant pu, avec logique et rationalité, justifier que le gouvernement fédéral emprunte pour utiliser son propre argent... Je pense que le temps viendra où les gens demanderont que cela soit changé. Je pense que le temps viendra dans ce pays où ils viendront nous accuser, vous, moi, et toute personne liée au Congrès, d'être resté assis sans rien faire et d'avoir permis à un système aussi stupide d'être perpétué.*

CHANGER LE SYSTEME ET SE SOUVENIR DE QUI NOUS SOMMES

Kenneth Boulding, économiste : *Toute personne croyant qu'une croissance exponentielle peut continuer à jamais (infini) dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.*

Albert A. Bartlett, physicien : *La plus grande déficience de la race humaine est notre incapacité à comprendre la fonction exponentielle.*

Goethe : *Personne n'est plus en esclavage que celui qui croit à tort qu'il est libre.*

Marshall McLuhan, "gourou" des médias : *Seuls les petits secrets doivent être protégés. Les grands sont gardés secrets par l'incrédulité du public.*

Art. 35 Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 : *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs.*

Reginald McKenna, ex-président du conseil de la Banque d'Angleterre du Milieu : *J'ai bien peur que le citoyen ordinaire n'aimerait pas qu'on lui dise que les banques peuvent créer de la monnaie, et le font.... Et ceux qui contrôlent le crédit de la nation dirigent la politique du gouvernement et portent au creux de leurs mains la destinée du peuple.*

John Swinton, ancien chef du personnel du New York Times, dans un discours à ses collègues journalistes : *Le travail du journaliste consiste à détruire la vérité, à mentir sans réserve, à pervertir, à avilir, à ramper aux pieds de Mammon et à vendre son pays et sa race pour gagner son pain quotidien. Vous le savez comme je le sais, alors qui peut parler de presse indépendante ? Nous sommes les pantins et les vassaux des hommes riches qui se cachent derrière la scène Ils tirent les ficelles ... ET NOUS DANSONS.*

Adolf Hitler : *La plus grande partie de la population croira plus facilement à un gros mensonge qu'à un petit. Quelle chance pour les dirigeants que les hommes ne pensent pas.*

Mahatma Gandhi : *Vous participez à un système machiavélique de manière plus efficace en obéissant à ses ordres et décrets. Un tel système ne mérite pas l'allégeance. L'obéissance à ce système équivaut à s'associer à l'enfer. Une personne intelligente résistera de toute son âme à ce système diabolique.*

Henry David Thoreau 1854 : *Je fus appréhendé et mis en prison parce que, comme je l'ai déjà cité dans les pages précédentes, je n'avais pas payé d'impôt, ou reconnu l'autorité de «l'Etat » qui achète et vend des hommes, des femmes, et des enfants comme du bétail, à la porte de son Sénat. J'étais allé aux bois pour d'autres raisons mais partout où un homme se rend, des hommes le poursuivront et leur feront part de leurs sales institutions et si ils le peuvent, ils le contraindront à rejoindre leur désespérante société de vieux camarades. Il est vrai que j'aurai pu résister avec plus de force, j'aurai pu être pris d'une crise de folie contre la société, mais j'ai préféré que ce soit la société qui soit prise d'une crise de folie contre moi, elle étant la partie désespérante.*

William H. Borah : *Le miracle est la patience avec laquelle les hommes et les femmes se sont de tout temps soumis aux fardeaux inutiles apportés par les gouvernements.*

Anonyme, en référence au procès américain Penhallow vs. Gestionnaire de Douanes – 1795 : *Dans la mesure où chaque gouvernement est une personne artificielle, une abstraction et une*

seule créature de l'esprit, il ne peut intervenir qu'avec d'autres personnes artificielles. L'imaginaire n'ayant aucun caractère réel ou matériel, tout est mis en place pour l'empêcher de créer une parodie du tangible. Au niveau légal, cela revient à dire qu'aucun gouvernement, loi, agence, tribunal, etc. ne peut intervenir dans d'autres domaines que ceux qui concernent les sociétés, les personnes artificielles et les contrats qui les lient.

Vidéo belge sur l'argent

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=V28vk6DVE1k

Site mère : <http://www.moneyasdebt.net/>

CREDIT SOCIAL

Clifford Hugh Douglas

LA REFORME FINANCIERE DU CREDIT SOCIAL

AVERTISSEMENT: Nous aurions pu présenter des dizaines d'alternatives en systèmes économiques, monétaires, financiers (voir [liens](#)). Il faut préciser que toutes les structures, organisations, associations, réseaux divers d'économies et de monnaies alternatives, etc., ont pour dénominateur commun, à la base, qu'ils le sachent ou non d'ailleurs, ce qui correspond aux expérimentations du major DOUGLAS.

Tout d'abord, définissons les mots «crédit social» : au lieu d'avoir un argent créé par les banques, à intérêt, un crédit bancaire, on aurait un argent créé sans dette par la société, un crédit social. (Les créditistes préfèrent parler d'Argent Social, car dans le public, le mot "crédit" induit aussitôt l'idée de dettes et de remboursements)

La première demande des créditistes, des Bérêts Blancs du journal Vers Demain, c'est que le gouvernement souverain de chaque pays reprenne son droit de créer l'argent de la nation. Une fois cela chose faite, il sera possible d'appliquer les deux autres principes du Crédit Social : le dividende mensuel à chaque citoyen, et l'escompte périodique sur les prix, pour empêcher toute inflation.

Pour ceux qui abordent ce sujet pour la première fois, cette demande peut amener quelques questions. Nous citerons ici les plus fréquentes, en y apportant une courte réponse.

Question : Vous dites que le gouvernement doit créer son argent. Mais ne le fait-il pas déjà, n'y a-t-il pas les billets de la Banque du Canada, pour le Canada, ou ceux de la Banque de France, pour la France ? Idem depuis l'euro par la Banque Centrale européenne ?

Réponse : Si le gouvernement canadien fédéral créait son argent, comment se fait-il alors qu'il ait une dette de plus de 600 milliards de dollars ? La France, début de 2006, avait une dette publique de plus de 1100 milliards d'euros. La réalité, c'est que la monnaie ne vient en circulation que lorsque les banques font des prêts à intérêts à leurs clients: entreprises, particuliers, institutions publiques, gouvernements, tous, demandent des prêts bancaires. La monnaie fiduciaire soit les billets de banque et pièces de monnaie, ou «argent numéraire» représente moins de 10 pour cent de l'argent du pays ; l'autre sorte d'argent, représentant plus de 90 pour cent, est l'argent de chiffre créé par les banques, qu'on voit sur les chèques, les paiements par cartes bancaires, ou les comptes de banque.

Question : Pourquoi voulez-vous que le gouvernement crée l'argent ? L'argent actuel des banques n'est-il pas bon ?

Réponse : Les banques privées émettent l'argent à intérêt, sous forme de dette, ce qui crée des dettes impayables. Par exemple, supposons que la banque vous prête 100 \$, à 6 pour cent d'intérêt. La banque crée 100 \$, mais vous demande de rembourser 106 \$. Vous pouvez rembourser 100 \$, mais pas 106 \$: le 6 \$ pour l'intérêt n'existe pas, puisque seule la banque a le droit de créer l'argent, et qu'elle n'a créé que 100 \$, pas 106 \$.

En fait, lorsque la banque vous accorde, un prêt, elle vous demande de rembourser de l'argent qui n'existe pas. Le seul moyen de rembourser 106 \$ alors qu'il n'existe que 100 \$, c'est d'emprunter aussi ce 6 \$ à la banque, et votre problème n'est pas réglé, il n'a fait qu'empirer : vous devez maintenant 106 \$ à la banque, à 6 pour cent d'intérêt, soit 112,36 \$, et plus les années passent, plus les dettes s'accumulent, il n'y a aucun moyen de s'en sortir.

Certains emprunteurs, pris individuellement, peuvent réussir à rembourser à la banque leur prêt en entier, capital et intérêt, mais tous les emprunteurs, pris dans leur ensemble, ne le peuvent pas. Si certains réussissent à rembourser 106 \$ alors qu'ils n'ont reçu que 100 \$, c'est qu'ils ont pris le 6

\$ qui manque sur l'argent mis en circulation par les emprunts des autres, ce qui rend encore plus difficile pour les autres de rembourser leurs propres emprunts. Pour que certains soient capables de rembourser leurs prêts, cela implique que d'autres ne peuvent remplir leurs engagements et, à terme, fassent faillite. Et ce n'est qu'une question de temps avant que tous les emprunteurs, sans exception, se retrouvent dans l'impossibilité de rembourser le banquier, et cela, quel que soit le taux d'intérêt exigé.

Certains diront que si on ne veut pas s'endetter, on n'a qu'à ne pas emprunter. Mais le fait est que si personne n'empruntait d'argent de la banque, il n'y aurait pas un sou en circulation. Et cet argent emprunté de la banque ne peut pas rester en circulation indéfiniment : il doit retourner à la banque lorsque le prêt vient à échéance... accompagné de l'intérêt, évidemment. Cela signifie que l'on veut simplement conserver la même quantité d'argent en circulation dans le pays, année après année, il faut accumuler des dettes impayables.

Question : Le gouvernement a-t-il le droit d'émettre l'argent et serait-il aussi "bon" que celui des banques ?

Réponse : Bien sûr que le gouvernement a le droit, puisque c'est lui-même qui a donné ce droit aux banques. Que le gouvernement se refuse un privilège qu'il accorde lui-même aux banques, c'est le comble de l'imbécillité ! C'est d'ailleurs le premier devoir de chaque pays souverain d'émettre sa propre monnaie (c'est d'ailleurs saint Louis IX, roi de France, qui disait que le premier devoir d'un roi est de frapper l'argent lorsqu'il en manque pour la bonne vie économique de ses sujets) ; mais tous les pays aujourd'hui ont injustement cédé ce droit à des compagnies privées, les banques commerciales. Le premier pays à avoir ainsi cédé à des compagnies privées son pouvoir de créer la monnaie fut la Grande-Bretagne, en 1694.

Indication primordiale: ce n'est pas le banquier qui donne à l'argent sa valeur, c'est la production d'un pays, d'un espace économique. Le banquier ne produit absolument rien, il ne fait que créer des chiffres, qui permettent au pays de faire usage de sa propre capacité de production, de sa propre richesse. Sans la production de tous les citoyens du pays, les chiffres du banquier ne valent absolument rien. S'agissant donc de mécanismes bancaires, et les compétences bancaires ne manquent pas, donc, le gouvernement peut très bien faire (voire sous-traiter) ce que fait le banquier, c'est à dire créer lui-même ces chiffres car ces chiffres représentent, de façon monétaire, la production de la société, sans passer par les banques, et sans s'endetter. Alors, pourquoi le gouvernement devrait-il payer de l'intérêt à un système bancaire privé pour l'usage de son propre argent, qu'il pourrait émettre lui-même sans passer par les banques, sans intérêt, sans dette ?

Question : N'y a-t-il pas danger que le gouvernement abuse de ce pouvoir et émette trop d'argent, et que cela fasse de l'inflation ? N'est-il pas préférable de laisser ce pouvoir aux banquiers, afin de laisser ce pouvoir à l'abri des caprices des politiciens ?

Réponse : L'argent émis par le gouvernement ne serait pas plus inflationniste que celui émis par les banques : que ce soit 100 \$ émis par le gouvernement, ou 100 \$ émis par les banques commerciales, ce seraient les mêmes chiffres, basés sur la même production du pays. La seule différence, c'est que le gouvernement n'aurait pas à s'endetter ni à payer de l'intérêt pour obtenir ces chiffres.

Au contraire, la première cause de l'inflation, c'est justement l'argent créé sous forme de dette par les banques : l'inflation, ça veut dire les prix qui augmentent. Or, l'obligation pour les compagnies, les entreprises et gouvernements, etc., qui empruntent est de ramener à la banque plus d'argent qu'il en est sorti oblige justement les entreprises à gonfler leurs prix, et les gouvernements à gonfler leurs taxes.

Chose tout à fait incroyable, le moyen qu'utilisent actuellement les gouverneurs des banques centrales pour combattre l'inflation est précisément ce qui la fait augmenter en pratique, soit hausser les taux d'intérêts ! Comme l'ont dit certains premiers ministres provinciaux au Canada, «c'est comme essayer d'éteindre un feu en l'arrosant d'essence.»

Mais il est bien évident que si le gouvernement fédéral (comme d'autres gouvernements dans le monde) se mettait à créer ou imprimer de l'argent n'importe comment, sans aucune limite, selon les caprices des hommes au pouvoir, et sans relation avec la production existante, on aurait de l'inflation, et l'argent perdrait sa valeur. Mais ce n'est pas du tout cela que les créditistes proposent.

Comptabilité exacte

Ce que les créditistes de Vers Demain proposent, lorsqu'ils parlent d'argent fait par le gouvernement, c'est que l'argent soit ramené à son rôle propre, qui est d'être un chiffre qui représente les produits, ce qui en fait est une simple comptabilité. Et puisque l'argent n'est qu'un système de comptabilité, il suffirait d'établir une comptabilité exacte.

Le gouvernement nommerait une commission de comptables, un organisme indépendant appelé «Office National de Crédit», qui serait chargé d'établir une comptabilité exacte : l'argent serait émis au rythme de la production, et retiré de la circulation au rythme de la consommation. On aurait ainsi un équilibre constant entre la capacité de produire et la capacité de payer, entre les prix et le pouvoir d'achat.

Le dividende

De plus, parce que les salaires ne suffisent pas pour acheter toute la production existante (les salaires ne forment qu'une partie des coûts de production de n'importe quel article), l'Office National de Crédit distribuerait à chaque citoyen un dividende mensuel, une somme d'argent pour combler le pouvoir d'achat, et pour assurer à chacun une part des biens du pays. Ce dividende serait basé sur les deux plus grands facteurs de la production moderne, l'héritage des richesses naturelles et des inventions des générations passées, tous deux dons gratuits de Dieu, qui appartiennent donc à tous. Ceux qui seraient employés dans la production recevraient encore leur salaire, mais tous, salariés comme non-salariés, recevraient le dividende. Précision: le fait d'émettre la monnaie basée sur la production est, en soi, un système autobloquant contre l'inflation, puisque c'est la production, et rien d'autre, qui est le socle de l'émission monétaire.

Tous les membres d'une famille ; le père, la mère, et chacun des enfants recevraient chaque mois leur dividende, ou revenu garanti, qui assurerait au moins le minimum vital. Le revenu familial augmenterait ainsi automatiquement à la naissance d'un nouvel enfant, puisque la famille recevrait un chèque de dividende de plus, ce qui enlèverait un gros obstacle à la création de familles nombreuses. (Les créditistes proposent en plus que le gouvernement fournisse un revenu aux mères de famille qui restent à la maison pour élever leurs enfants, car même si ce travail n'est pas rémunéré actuellement, il représente une grande partie du Produit Intérieur Brut de la nation. Ce revenu aux mères de famille répondrait à la demande du Saint-Siège, qui émettait en 1983 un document intitulé la «Charte des Droits de la Famille», dont l'article 10 se lit comme suit : «Le travail de la mère au foyer doit être reconnu et respecté en raison de sa valeur pour la famille et la société.»)

La formule du dividende serait infiniment préférable que l'aide sociale, l'assurance-chômage et autres lois actuelles de sécurité sociale, car il ne serait pas pris dans les taxes à ceux qui travaillent, mais serait financé par de l'argent nouveau, créé par l'Office National de Crédit. Personne ne vivrait par les taxes payées par les contribuables ; ce serait un héritage dû à tous les citoyens du pays, qui sont pour ainsi dire tous actionnaires de la compagnie Canada Limitée (et les autres pays).

Et contrairement à l'aide sociale, ce dividende serait sans enquête, il ne pénaliserait donc pas ceux qui veulent travailler. Loin d'être une incitation à la paresse, il permettrait aux gens de s'occuper dans l'activité de leur choix, celle où ils ont des talents. D'ailleurs, si les gens arrêtaient de travailler, le dividende baisserait automatiquement, puisqu'il est basé sur la production existante. Sans ce revenu non lié à l'emploi, le progrès devient non plus un allié de l'homme, mais une malédiction, puisqu'en éliminant le besoin de labeur humain, il fait perdre aux travailleurs leur seule source de revenu.

Financement des travaux publics

Comment se ferait le financement des services et travaux publics avec un tel système d'argent social ? Chaque fois que la population désirerait un nouveau projet public, le gouvernement ne se

demanderait pas : «A-t-on l'argent ?», mais : «A-t-on les matériaux, les travailleurs pour le réaliser ?» Si oui, l'Office National de Crédit créerait automatiquement l'argent nécessaire pour financer cette production nouvelle.

Supposons, par exemple, que la population désire un nouveau pont, dont la construction coûte 50 millions \$. L'Office National de Crédit crée donc 50 millions \$ pour financer la construction de ce pont. Et puisque tout argent nouveau doit être retiré de la circulation lors de la consommation, ainsi l'argent créé pour la construction du pont devra être retiré de la circulation lors de la "consommation" de ce pont.

De quelle manière un pont peut-il être «consommé» ? Par usure des matériaux ou dépréciation. Supposons que les ingénieurs qui ont construit ce pont prévoient qu'il durera 50 ans ; ce pont perdra donc un cinquantième de sa valeur à chaque année. Puisqu'il a coûté 50 millions \$ à construire, il subira donc une dépréciation de 1 million \$ par année. C'est donc un million de dollars qui devront être retirés de la circulation à chaque année, pendant 50 ans. Au bout de 50 ans, le pont sera complètement payé, sans un sou d'intérêt ni de dette.

Est-ce que ce retrait d'argent se fera par les taxes ? Non, cela n'est nullement nécessaire, dit Douglas, le concepteur du système du Crédit Social. Il existe une autre méthode bien plus simple pour retirer cet argent de la circulation, celle de l'ajustement des prix (appelé aussi escompte compensé). Douglas disait à Londres, le 19 janvier 1938 :

«Le système de taxation, avec sa complexité, son caractère irritant, avec les centaines de personnes qu'il emploie, est un gaspillage complet de temps. Tous les résultats qu'il est supposé fournir pourraient être accomplis sans aucune comptabilité, par le simple mécanisme d'ajustement des prix.»

L'ajustement des prix

De quelle manière cet ajustement des prix fonctionnerait-il ? L'Office National de Crédit serait chargé de tenir une comptabilité exacte de l'actif et du passif de la nation, ce qui ne nécessiterait que deux colonnes : d'un côté, on inscrirait tout ce qui est produit dans le pays durant la période en question (l'actif), et de l'autre, tout ce qui est consommé (le passif). Le 1 million \$ de dépréciation annuelle du pont, de l'exemple mentionné plus haut, serait donc inscrit dans la colonne «passif» ou «consommation», et ajouté à toutes les autres formes de consommation ou "disparition" de richesse durant l'année.

Douglas fait aussi remarquer que le vrai coût de la production, c'est la consommation. Dans l'exemple du pont, le prix comptable était de 50 millions \$. Mais le prix réel du pont, c'est tout ce qu'il a fallu consommer pour le produire. S'il est impossible de déterminer pour un seul produit quel a été son prix réel, on peut, par contre, facilement savoir quel a été, durant une année, le prix réel de toute la production du pays : c'est tout ce qui a été consommé dans le pays durant la même période.

Ainsi, si les comptes nationaux du Canada (ou du pays X ou Y) montrent que, dans une année, la production privée, la production de biens consommables, a été de 500 milliards \$, et que pendant la même année, la consommation totale a été de 400 milliards \$, cela veut dire que le Canada a été capable de produire pour une valeur de \$500 milliards de produits et services, tout en ne dépensant, ou consommant, que pour une valeur de 400 milliards \$. Autrement dit, cela démontre qu'il en a coûté réellement 400 milliards \$ pour produire ce que la comptabilité des prix établit à 500 milliards de dollars.

Le vrai prix de la production est donc de 400 milliards \$. La population doit donc pouvoir obtenir le fruit de son travail, la production de 500 milliards \$, en payant seulement 400 milliards \$. Car il a été bien établi plus tôt que l'argent ne doit être retiré que selon la consommation : s'il s'est consommé pour 400 milliards \$ de produits et services, on ne doit retirer de la circulation que 400 milliards \$, ni plus ni moins.

Escompte sur les prix

Comment faire pour que les consommateurs canadiens puissent obtenir pour 500 milliards de produits et services tout en ne payant que 400 milliards \$? C'est très simple, il suffit de baisser le prix de vente de tous les produits et services de $1/5$, soit un escompte de 20 % : l'Office National

de Crédit décrète donc un escompte de 20 % sur tous les prix de vente pendant le terme suivant. Par exemple, le client n'aura qu'à payer 400 \$ pour un article étiqueté 500 \$.

Mais s'il ne veut pas faire faillite, le marchand doit quand même récupérer 500 \$ pour la vente de cet article, et non pas seulement 400 \$, car ce prix de 500 \$ inclut tous ses frais. C'est pourquoi on parle d'un escompte «compensé» : dans ce cas-ci, le marchand sera compensé par l'Office National de Crédit, qui lui enverra le 100 \$ qui manque.

Pour chacune de ses ventes, le marchand n'aura qu'à présenter ses bordereaux de vente à l'Office National de Crédit, qui lui remboursera l'escompte accordé au client. Ainsi, personne n'est pénalisé : les consommateurs obtiennent les produits qui, sans cela, resteraient invendus, et les marchands récupèrent tous leurs frais. C'est autrement plus efficace et fécond qu'un service fiscal basé sur les taxes innombrables. L'Etat, dans ce cas, se trouve dans une position comparable au boulanger qui mange son propre pain au lieu de l'acheter bien plus cher chez un confrère.

Inflation impossible

Grâce à ce mécanisme de l'escompte sur les prix, toute inflation serait impossible : en effet, l'escompte fait baisser les prix. Et l'inflation, ce sont les prix qui montent. De plus, l'escompte sur les prix est exactement le contraire de la taxe de vente : au lieu de payer les produits plus cher par des taxes, les consommateurs les paient moins cher grâce à cet escompte. Qui pourrait s'en plaindre ? Et les commandes afflueraient vers l'industrie et les services. L'on voit bien que: La meilleure manière d'empêcher les prix de monter, c'est de les faire baisser! Ceci ne relève d'aucune utopie.

S'il n'était question dans le Crédit Social que d'imprimer de l'argent et rien d'autre, les craintes de l'inflation seraient justifiées, mais justement, le Crédit Social possède une technique pour faire face à tout danger d'inflation. Il existe trois principes de base dans le Crédit Social :

1. l'argent émis sans dette par le gouvernement, représentant de la société, selon la production, et retiré de la circulation selon la consommation;
2. le dividende mensuel à tous les citoyens;
3. l'escompte compensé. Les trois sont nécessaires; c'est comme un trépied : enlevez un de ces trois principes, et le reste ne tient plus.

Toute cette technique du Crédit Social, telle qu'expliquée très brièvement ci-dessus, n'a qu'un but : financer la production des biens qui répondent aux besoins; et financer la distribution de ces biens pour qu'ils atteignent les besoins. En examinant la circulation du crédit sous un tel système de Crédit Social, on s'apercevra que l'argent ne s'accumule en aucun temps, qu'il ne fait que suivre le mouvement de la richesse, entrant en circulation au rythme de la production, et prenant la voie du retour vers sa source (l'Office National de Crédit) au rythme de la consommation (lorsque les produits sont achetés chez le marchand). En tout temps, l'argent demeure un reflet exact de la réalité : de l'argent apparaît lorsqu'un nouveau produit apparaît, et cet argent disparaît lorsque le produit disparaît (est consommé).

Les taxes et le Crédit Social

Que deviendraient les taxes actuelles avec un tel système de Crédit Social ? Elles diminueraient de façon drastique, et la plupart disparaîtraient tout simplement. Le juste principe à observer, c'est que les gens ne paient que pour ce qu'ils consomment. La consommation de biens publics comme les ponts serait payée par l'ajustement des prix, comme on l'a vu plus haut. Par contre, il serait injuste de faire payer à la population de tout le pays des services qui ne sont offerts que dans une rue ou une municipalité, comme le service d'eau, d'égout ou de vidange; ce sont ceux qui bénéficient de ces services qui auraient à payer la municipalité qui les fournit.

Par contre, les administrations ne traîneraient plus de dettes publiques impayables, et on n'aurait donc plus à payer pour le service de la dette (pour le gouvernement fédéral seulement, cela représente plus d'un tiers des taxes, en France, c'est 66%, soit 2/3 du PIB français, les intérêts de la dette, rien qu'en France, représentent le deuxième budget de l'Etat après l'Education Nationale, mais AVANT la Défense Nationale !) Les lois de sécurité sociale, seraient avantageusement remplacées en système de Crédit Social.

Tout cela ouvre des horizons et possibilités insoupçonnés. Pour que ces possibilités deviennent réalités, il faut que tous connaissent le Crédit Social. Et pour cela, il faut que tous reçoivent Vers Demain.

Tous capitalistes

Que tous soient réellement «capitalistes» (soient propriétaire d'un capital) et aient accès aux biens de la terre, cela serait rendu possible par le dividende du Crédit Social, qui appliquerait concrètement cet autre principe de base de la doctrine sociale de l'Église : les biens de la terre sont destinés à tous les hommes : «Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon les règles de la justice, inséparables de la charité.» (Concile Vatican II, Constitution Gaudium et Spes, n. 69.)

Le dividende du Crédit Social est basé sur deux choses : l'héritage des richesses naturelles et des inventions des générations précédentes :

«L'homme, par son travail, hérite d'un double patrimoine : il hérite d'une part de ce qui est donné à tous les hommes, sous forme de ressources naturelles et, d'autre part, de ce que tous les autres ont déjà élaboré à partir de ces ressources, en réalisant un ensemble d'instruments de travail toujours plus parfaits. Tout en travaillant, l'homme hérite du travail d'autrui.» (Jean-Paul II, encyclique *Laborem exercens*, sur le travail humain, 15 septembre 1981, n. 12.)

Progrès et plein emploi sont inconciliables

En 1850, alors que les manufactures venaient à peine d'apparaître, au tout début de la Révolution industrielle, l'homme accomplissait 20 % du travail, l'animal 50 %, et la machine 30 %. En 1900, l'homme accomplissait seulement 15 % du travail, l'animal 30 %, et la machine 55 %. En 1950, l'homme ne faisait que 6 % du travail, et les machines accomplissaient le reste : 94 %. Et nous n'avons encore rien vu, puisque nous entrons maintenant dans l'ère de l'ordinateur, l'équivalent d'une troisième révolution industrielle.

L'auteur américain Jeremy Rifkin a écrit récemment un livre intitulé *La fin du travail* (Editions La Découverte, Paris, 1996), un best-seller qui a été traduit dans neuf langues, dans lequel il explique ce que les créditistes répètent depuis plus de 70 ans : à cause du progrès, les machines remplaceront de plus en plus les travailleurs, et il y aura de moins en moins d'emplois disponibles. Dans son livre, Rifkin cite une étude suisse selon laquelle «d'ici 30 ans, moins de 2 % de la main-d'œuvre suffira à produire la totalité des biens dont le monde a besoin.» Rifkin affirme que trois travailleurs sur quatre, des commis jusqu'aux chirurgiens, seront éventuellement remplacés par des machines guidées par ordinateur.

Les machines sont-elles une malédiction ou un bienfait pour l'homme ? Si le règlement qui limite la distribution d'un revenu seulement à ceux qui sont employés n'est pas changé, la société se dirige tout droit vers le chaos. Il serait tout simplement absurde et ridicule de taxer 2 % des travailleurs pour faire vivre 98 % de chômeurs ! Il faut absolument une source de revenu non liée à l'emploi; un dividende.

Mais si on veut persister à tenir tout le monde, hommes et femmes, employés dans la production, même si la production pour satisfaire les besoins de base est déjà toute faite, et cela, avec de moins en moins de labeur humain, alors il faut créer de nouveaux emplois complètement inutiles, et dans le but de justifier ces emplois, créer de nouveaux besoins artificiels, par une avalanche de publicité, pour que les gens achètent des produits dont ils n'ont pas réellement besoin. C'est ce qu'on appelle «la société de consommation», qui, en plus, n'a cure des gaspillages de l'énergie. De même, on fabriquera des produits dans le but qu'ils durent le moins longtemps possible, dans le but d'en vendre plus, et faire plus d'argent, ce qui entraîne un gaspillage non nécessaire des ressources naturelles, de l'énergie, et la destruction de l'environnement. Aussi, on persistera à maintenir des travaux qui ne nécessitent aucun effort de créativité, qui ne demandent que des efforts mécaniques, qui pourraient facilement être faits uniquement par des machines, des travaux où l'employé n'a aucune chance de développer sa personnalité. Si l'homme n'est pas employé dans un travail salarié, il occupera ses temps libres à faire des activités libres, des activités de son choix. C'est justement dans ses temps libres que l'homme peut vraiment développer sa personnalité, développer les talents que Dieu lui a donnés et les utiliser à bon escient. Celui, ou ceux, qui ont

trouvés leur créativité ont le rendement le meilleur, c'est bien connu; on-t-ils l'impression de vraiment "travailler"? De plus, c'est durant leurs temps libres que l'homme et la femme peuvent s'occuper de leurs devoirs familiaux, religieux et sociaux : élever leur famille.

Etre libéré de la nécessité de travailler pour produire les biens essentiels à la vie ne signifie aucunement paresse. Cela signifie tout simplement que l'individu est alors en position de choisir l'activité qui l'intéresse. Sous un système de Crédit Social, il y aura une floraison d'activités créatrices. Par exemple, les grandes inventions, les plus grands chefs-d'oeuvre de l'art, ont été accomplis dans des temps libres. Comme le disait C. H. Douglas :

«La majorité des gens préfèrent être employés, mais dans des choses qu'ils aiment plutôt que dans des choses qu'ils n'aiment pas. Les propositions du Crédit Social ne visent aucunement à produire une nation de paresseux... Le Crédit Social permettrait aux gens de s'adonner aux travaux pour lesquels ils sont qualifiés. Un travail que vous faites bien est un travail que vous aimez, et un travail que vous aimez est un travail que vous faites bien.»

La misère en face de l'abondance

Dieu a mis sur la terre tout ce qu'il faut pour nourrir tout le monde et les hommes, par leur travail, leur créativité, leurs inventions peuvent y accéder. Mais à cause du manque d'argent, les produits ne peuvent plus joindre les gens qui ont faim : des montagnes de produits s'accumulent en face de millions qui meurent de faim. C'est le paradoxe de la misère en face de l'abondance

Faire sa Part

Il existe trois principes de base dans le Crédit Social :

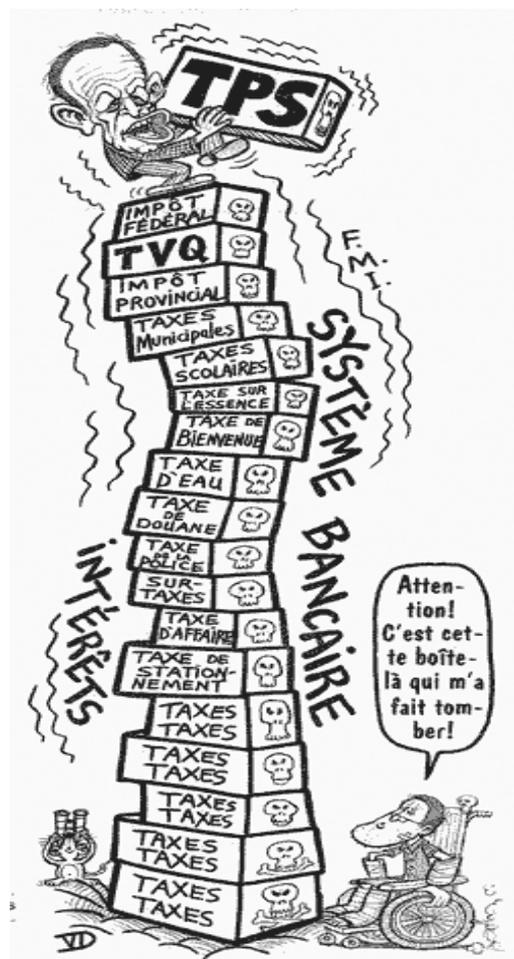
1. l'argent est émis sans dette par le gouvernement, représentant de la société, selon la production, et il est retiré de la circulation selon la consommation;
2. Un dividende mensuel est versé à tous les citoyens;
3. l'escompte compensé qui rééquilibre l'ensemble.

Les trois sont nécessaires; c'est comme un trépied: enlevez un de ces trois principes, et le reste ne tient plus.

Le Crédit Social sert à financer la production des biens qui répondent aux besoins, et financer la distribution de ces biens pour qu'ils atteignent les besoins. En tout temps, l'argent demeure un reflet exact de la réalité: de l'argent apparaît lorsqu'un nouveau produit apparaît, et cet argent disparaît lorsque le produit disparaît (est consommé). Où est l'inflation là-dedans?

Tout cela ouvre des horizons et possibilités insoupçonnés. Pour que ces possibilités deviennent réalités, il faut que chacun ait connaissance de la proposition des Créditistes.

En 1970, Louis Even écrivait, dans un article intitulé "Crédit Social, oui - Parti, non" que les gouvernements étaient menés par les Financiers, que changer le parti au pouvoir ne changeait absolument rien à cette situation. Mais il ajoutait aussitôt l'exemple de David terrassant le géant Goliath, avec sa fronde : « Toute une leçon nous est donnée là. Les créditistes se la font souvent rappeler et tâchent d'en tenir compte. Le Ciel veut quand même que nous fassions notre part, de notre mieux, mais sans nous fier uniquement à notre action. Le jeune David ne dit pas : "Je ne ferai rien, à quoi bon en face d'une force qui se rit de ma faiblesse ?" Non, il fit sa petite part. Il prit les armes à sa portée - bâton, fronde, pierres - sans doute ridiculisé et traité de fou. Et Dieu fit le reste, la grosse part. Il a suivi son intuition. « Le créditiste ne s'arrête ni devant sa propre faiblesse en face d'une force ennemie humainement invincible, ni devant des moqueries, des critiques, ni devant des trahisons. Il sait que chaque pas



fait pour une cause juste, chaque témoignage rendu à une vérité, chaque rayon d'espoir communiqué à des abattus, chaque élévation d'âme ou chaque conversion suscitée par son exemple et par le message qu'il porte, est un gain. Et seuls les Anges savent ce que ce message, ces prières et ces exemples ont fait de bien. L'apôtre, s'il s'en rend compte, s'en réjouit mais en rend grâce à Dieu. S'il l'ignore, s'il ne voit pas pousser le grain semé, il continue quand même de semer, de labourer, de peiner, dans la joie intérieure du désintéressement personnel, de l'unique recherche du bien pour ses frères. »

Nécessité du Crédit Social

L'intuition et la bonne volonté sont certainement nécessaires pour arrêter le plan des Financiers. Mais il faut aussi une technique, un moyen temporel pour contrecarrer le plan des Financiers. Et ce moyen, c'est la réforme du Crédit Social, conçue par l'ingénieur écossais Clifford Hugh Douglas, la seule que les Financiers craignent réellement, et qui mettrait fin à leur pouvoir de domination sur les nations. Douglas avait tout d'abord cru qu'une fois sa découverte et ses implications auraient été portées à l'attention des gouvernements et de ceux responsables de l'économie, ils se seraient hâtés de l'appliquer. Mais Douglas fit aussitôt une autre découverte : les Financiers qui dirigeaient l'économie n'étaient nullement intéressés à changer le système financier actuel, que ses défauts étaient exactement ce qu'ils souhaitaient, et même entretenaient à dessein dans le but d'imposer leur solution d'un gouvernement mondial. Et alors, les Financiers firent tout pour stopper l'idée du Crédit Social : conspiration du silence dans les médias ; falsification intentionnelle de la doctrine de Douglas dans le but de la rendre vulnérable ; calomnies et ridicule contre les apôtres de Vers Demain; création de partis politiques portant le nom de "Crédit Social". Douglas écrivait dans son livre "Warning Democracy" : « Le progrès des idées du Crédit Social fut si rapide entre 1919 et 1923, tant ici (en Grande-Bretagne) qu'à l'étranger, et des commentaires favorables en parurent si abondamment dans les pages des journaux, que les intérêts menacés par ces idées s'en alarmèrent considérablement et prirent des mesures jugées par eux efficaces pour endiguer leur publicité. « En ce pays (Grande-Bretagne), l'Institut des Banquiers alloua une somme de 5 millions de livres (équivalant alors à 24 millions de dollars), pour combattre les idées dites "subversives" émises par nous-mêmes, ou par d'autres qui oseraient mettre leur nez dans le système financier. Les grandes associations de presse reçurent des directives expresses leur enjoignant de ne jamais mentionner notre nom dans la presse publique. Les journaux métropolitains, tant de ce pays que des Etats-Unis, ne devaient publier ni correspondance ni articles portant sur ce sujet. Malgré cela, l'enquête parlementaire canadienne sur les questions bancaires, devant laquelle je fus appelé à témoigner à Ottawa, en 1923, eut comme effet d'exposer, d'une part, l'ignorance de problèmes fondamentaux même par des banquiers notoires, et d'autre part, jusqu'où la puissance financière était prête à aller pour garder le contrôle de la situation. »

"Le moment psychologique"

Douglas a prédit que le système actuel d'argent-dette des banquiers finirait par devenir insoutenable et s'effondrerait de lui-même. On n'a qu'à penser aux dettes énormes des pays civilisés, on s'en va tout droit vers la catastrophe, tout en sachant très bien qu'elles ne pourront jamais être remboursées. D'autres facteurs annoncent cet écroulement du système : l'automation qui rend impossible le plein emploi, la chute du dollar américain comparativement au yen japonais, etc. Douglas disait qu'il viendra un "moment psychologique", un moment critique où la population, étant donné la gravité de la situation, et cela malgré toute la puissance des financiers, aura assez souffert de leur système d'argent-dette qu'elle sera disposée à étudier et accepter le Crédit Social. Douglas écrivait ce qui suit en 1924, dans son livre "*Social Credit*" : « En raison de son importance, la situation sera épouvantable. Une période relativement courte permettra probablement de décider si nous pouvons maîtriser la puissante machine économique et sociale que nous avons créée, ou si c'est elle qui nous maîtrisera. Durant cette période, la moindre impulsion de la part d'un groupe d'hommes, qui savent quoi faire et comment le faire, pourra être la différence entre un nouveau recul dans l'âge des ténèbres, ou l'avènement en pleine lumière d'une ère d'une telle splendeur, que nous pouvons à peine imaginer. C'est cette nécessité de la connaissance du moment psychologique, et du choix de l'action appropriée, qui devrait être présente à l'esprit de cette minorité consciente de la gravité des temps présents. » Louis Even, à la

fin de son article déjà cité ("Crédit Social, oui - Parti, non"), reprend cette idée de Douglas : « Les créditistes maintiennent, comme Douglas, qu'en matière de Crédit Social, le travail efficace à faire est d'éclairer la population sur le monopole du crédit financier, lui imputant les fruits mauvais dont il est la cause dans la vie des personnes, des familles, des institutions ; et, en regard, exposer la doctrine lumineuse, si conforme au bon sens, du Crédit Social authentique. Ils s'efforcent aussi de développer chez eux-mêmes et rayonner l'esprit créditiste : esprit de service et non de domination, et non de poursuite insatiable d'argent ou de biens matériels qui est de même nature, avec des moyens moins puissants, que l'esprit des seigneurs de la Haute Finance. « Que vienne l'écroulement du système sous le poids de ses propres énormités, ou qu'adviennent des événements maintes fois prédits par des âmes privilégiées et dont on ne peut guère douter à la vue de la décadence des mœurs, de l'apostasie, de la paganisation des peuples qui furent les mieux nantis de biens matériels - dans l'un ou l'autre cas, les vivants ou survivants d'alors ne seront pas sans lumière pour se donner un organisme économique et social digne du nom. »

Liens :

http://www.yhad.fr/yhad_eco/comprendre/precurseurs/7-duboin1.htm

http://www.yhad.fr/yhad_eco/comprendre/precurseurs/5-even2.htm

Devenez une partie de la solution !

PASSEZ A L'ACTION

Si vous êtes concernés par les répercussions financières et spirituelles de l'Argent-Dette des Banksters, Passez à l'action dès maintenant en écrivant à vos élus, en faisant un don ou en distribuant les vidéos et écrits que nous mettons à votre disposition. Nous devons stopper les Banksters.

Sur Internet, les lecteurs ont le pouvoir ! Ils décident quelle information fera le tour du globe ! Peut-être vous n'en êtes pas conscient, mais si chaque lecteur envoie un lien à trois autres personnes intéressées, il suffit de vingt pas pour atteindre 3,486,784,401 personnes ! Vous voulez le voir se produire ? Utilisez votre pouvoir !

$3 \times 3 = 3,486,784,401$

ECRIVEZ A VOS ELUS

Ecrire une lettre à vos élus peut-être une façon efficace de déclarer votre non consentement, c'est aussi une occasion d'élever le niveau de conscience du public. Vous trouverez ci-joint une lettre type rédigée par le GRESSO (Durreder, Holbecq, Chouard, ..), sentez vous libre de la copier et de la transmettre. Pour une liste de vos députés, visitez : La liste officielle de l'assemblée nationale.. Bien entendu nous recommandons également de transmettre une copie de votre lettre au maire de votre ville, au conseiller regional, aux ministres, au président, aux institutions européennes, etc..

Emetteur (nom et adresse)

Lieu date

Nom et adresse du destinataire

Cher Elu,

Madame, Monsieur,

J'ai une question essentielle à vous poser...

Comme vous, sans doute, je me sens très concerné par la dégradation des conditions de vie sur notre planète. Pourtant, en dépit des bonnes intentions, et quelles que soient les mesures prises par les gouvernements successifs depuis une trentaine d'années, la situation globale ne cesse de se détériorer : déploiement d'une dynamique qui favorise la croissance d'îlots peuplés d'une élite cumulant fortune, pouvoirs et privilèges, au milieu d'un océan grandissant de misère, d'injustice sociale, d'exclusion, bref de souffrances génératrices de violences sous toutes ses formes, tout cela sur fond de menace écologique pressante. Comment expliquer une telle impuissance à une époque où, paradoxalement, l'humanité n'a jamais disposé d'autant de connaissances et de moyens technologiques ?

A vrai dire la situation est purement absurde: qu'il s'agisse de l'emploi, la santé, l'éducation, l'énergie, l'alimentation, etc. nous n'avons pas une, mais un vaste choix de solutions possibles.

Sur quoi butte-t-on ? Sur le manque d'argent qui permettrait de mettre en œuvre ces solutions. Car on ne meurt pas de faim faute de nourriture, on meurt de faim faute de l'argent qui permettrait d'y accéder. On ne meurt pas de maladie faute de médicaments, on meurt faute de pouvoir les acheter ; on n'est pas au chômage faute d'emploi, on y est faute de pouvoir rémunérer le travail. Et ainsi de suite...

Alors, tous les efforts portent sur la recherche d'une croissance forte qui serait, dit-on, la seule méthode susceptible d'apporter les ressources financières suffisantes pour relever les défis de notre temps. Mais n'est-ce pas vouloir éteindre l'incendie avec de l'essence quand on sait que le plus grand danger qui menace la planète vient justement des dommages collatéraux causés par la croissance ? N'est-ce pas aussi ignorer que la nature de l'argent moderne permettrait, si on le voulait vraiment, de l'émettre à la hauteur de ce que l'urgence humanitaire et écologique exige ?

Si vous êtes renseigné(e), et vous êtes à une place qui vous permet de l'être plus que tout autre, vous n'êtes pas sans savoir ce qui suit :

- L'argent aujourd'hui n'est plus limité comme avant par une quantité de matière précieuse. Il est totalement dématérialisé depuis 1971. Il est créé et ne prend « existence » que par simple inscription dans une comptabilité bancaire. *Les seules limites sont les règles que la société se donne.*
- Il y a peu de temps encore (avant le 3 janvier 1973), la Banque de France avait le droit d'émettre en faveur des Collectivités - et en particulier de l'Etat - la monnaie nécessaire à financer leurs développements. *Ainsi, pas d'intérêts ruineux puisque ces intérêts n'étaient dus qu'à la Banque de France et donc revenaient à l'ensemble de la collectivité au travers de sa banque nationale.*

Or, qui crée aujourd'hui cette monnaie dont nous avons collectivement tant besoin ?

Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce sont les banques privées par le moyen du crédit.

Que l'on puisse créer de l'argent à partir de rien sort tellement de nos schémas mentaux que nous refusons de le voir, d'autant plus que l'iceberg ne montre que sa partie émergée. Ce qui est visible, c'est l'utilisation de l'épargne. Il semble à l'évidence que les banques prêtent aux uns les sommes épargnées par d'autres. Et c'est vrai en partie. Quand l'Etat emprunte sur les marchés financiers, il y a bien derrière des investisseurs - banques, compagnies d'assurance, fonds de pension, particuliers - qui « achètent » de la dette publique avec des sommes épargnées.

Mais la partie immergée de l'iceberg cache le fait que l'argent est devenu **une dette par nature**, car pour qu'il y en ait, il faut au préalable qu'il ait été créé lors d'un crédit. Ainsi, contrairement à ce que pense la plupart des gens, ce n'est pas l'épargne qui permet l'emprunt mais l'emprunt qui permet l'épargne.

Dès lors, la vraie question est de déterminer QUI a LEGITIMITE quant au pouvoir de créer la monnaie-crédit, dans quelles conditions et pour en faire quoi ?

Le privé ? Dans ce cas, l'argent ne peut être créé que de manière sélective, sur des critères de rentabilité et de solvabilité au service prioritaire des actionnaires du système, sans souci de l'intérêt général.

Le public ? Dans ce cas, l'argent peut être créé sur des critères d'intérêt commun.

Force est de constater que malheureusement, aujourd'hui, sans débat public préalable, les Nations sont rabaisées au même rang que chacun de leurs citoyens. Elles sont *obligées d'emprunter l'argent tiré initialement du néant auprès du privé* et de payer de substantiels intérêts, ce qu'elles n'auraient pas à faire si elles exerçaient leur droit légitime d'émettre leur propre monnaie.

Nous payons, bon an mal an, 40 milliards d'euros par an **pour les seuls intérêts**, ce qu'on appelle élégamment "le service de la dette". C'est l'équivalent de 240 airbus A350, ou de 3 porte-avions "Charles de Gaulle". C'est prélever sur notre travail et notre production plus de 100 millions d'euros par jour, oui, par jour, et le transférer à ceux qui sont déjà les plus riches, eux qui, d'ailleurs, peuvent ainsi nous les reprêter, à nouveau contre intérêt... Et tandis que la richesse publique sert à gonfler chaque année un peu plus les poches des plus privilégiés, nous laissons se détériorer les services publics, nous supprimons des acquis sociaux et nous ne trouvons pas l'argent nécessaire aux investissements structurels qu'exigent la gravité et l'urgence des problèmes actuels !

Imaginez-vous la force que nous aurions à notre disposition si les Etats pouvaient de nouveau mobiliser toutes les ressources de leurs Peuples pour affronter ensemble les terribles problèmes que connaît notre planète, au lieu de s'éreinter à chercher une vaine croissance qui ne profite de toute façon qu'à la minorité la plus nantie ?

Alors voici ma question :

Pourquoi personne parmi nos représentants ne se lève pour pointer le ridicule et le scandale d'une situation qui est à l'origine de la plupart des maux dont souffrent les peuples ?

Si la vie de votre enfant était en jeu, accepteriez-vous de le laisser partir alors que tout est là pour le sauver? Eh bien oui, sa vie est en jeu ainsi que celle de tous les enfants de la Terre, et je pense que, comme moi, vous ne pouvez accepter l'idée de les condamner au seul motif de faire semblant d'ignorer que la cause essentielle des problèmes vient de ce que le pouvoir de création monétaire, revenant de droit aux Nations, a été abandonné au système bancaire privé.

Je vous demande donc de me dire clairement quelle est votre position à ce sujet **et ce que vous comptez faire concrètement pour que la création monétaire - au moins celle nécessaire à l'équipement et à l'investissement de la Nation et qui n'est donc pas inflationniste - soit reprise au privé et rendue au public**, comme le suggèrent plusieurs économistes, afin que nous puissions mettre en œuvre, sans frein, toutes les ressources humaines et technologiques dont nous disposons pour répondre aux défis de notre temps. Et ne me répondez surtout pas que c'est chose impossible dans le système mondialisé actuel : les systèmes que nous construisons sont à l'image de ce que nous voulons. Voulez-vous un monde inféodé aux intérêts de la finance privée, ou un monde où vos enfants pourront vivre libres, en paix, et dans une suffisance heureuse au milieu de peuples solidaires ? Les lois votées jusqu'à présent ont livré le monde aux banquiers... Si tel n'est pas votre choix, il faut en proposer d'autres.

Comptant sur votre réponse et plus encore sur un réel engagement de votre part dans cette voie, je vous prie d'agréer mes salutations citoyennes.

Pour mémoire, un historique de l'évolution du droit de création monétaire depuis 1973 :

- 3 janvier 1973 - Dans la loi portant sur la réforme des statuts de la Banque de France, nous trouvons en particulier cet Article 25 très court qui bloque toute possibilité d'avance au Trésor : *«Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France»*. Cette décision correspond à une privatisation de l'argent et ramène la Nation au même rang que n'importe lequel de ses citoyens. La dette publique trouve son origine précisément là.
- 1976 - *Sans aucune justification économique, sans débat public préalable, le Gouvernement de Raymond Barre décide que l'Etat paiera les intérêts de sa dette au-delà du taux d'inflation. Ce faisant, il place l'Etat au service des créanciers. Et l'on s'étonne du montant de la dette publique après trente-deux ans de ce régime?*
- 1992 - La gauche au pouvoir nous invite à ratifier par référendum, les yeux fermés, le traité de Maastricht qui précise en son article 104 : *«Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées "banques centrales nationales" d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE, ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite. »*
- 4 août 1993 - La loi n° 93.980 est votée. Cette loi donne son « indépendance » à la Banque de France et interdit à celle-ci, dans son article 3, d'autoriser des découverts ou d'accorder tout autre type de crédit au Trésor public ou à tout autre organisme ou entreprise publics, de même que l'acquisition des titres de leur dette. L'Etat est désormais condamné par le plus haut niveau du droit à subir une charge non nécessaire d'intérêts.
- 2008 - Alors que le Traité pour une Constitution Européenne, qui réaffirmait l'article 104 du Traité de Maastricht, était rejeté par une large majorité du peuple français lors du référendum de 2005, ce traité, remodelé dans la forme mais pas dans le fond et baptisé Traité de Lisbonne est cette fois ratifié par l'Assemblée Nationale
- N'oublions pas, dans ce parcours, la proposition de loi organique du député et économiste Tovy Grjebine, n° 157, enregistrée le 22 juillet 1981. Cette loi avait pour but de limiter le

rôle de l'endettement dans la création de la monnaie et de permettre une nouvelle politique économique assurant la résorption du chômage et l'indépendance énergétique, en utilisant une technique de financement obtenu par le changement des contreparties monétaires. Cette loi qui aurait permis à la Nation de financer son développement sans s'endetter n'a pas été votée.

Respectueusement votre,
Un citoyen concerné

SIGNEZ LA PETITION

Pour que l'argent nous serve, au lieu de nous asservir ! <http://www.public-debt.org/index.php>

Voir aussi la série vidéo Zeitgeist (= Esprit du siècle, vidéos en Anglais))

http://www.youtube.com/watch?v=_dmPchuXIXQ

<http://www.youtube.com/watch?v=1BZne09Gf5A>

http://www.youtube.com/watch?v=SjUrib_Gh0Y

<http://www.youtube.com/watch?v=BVNN1wqw3k>

<http://www.youtube.com/watch?v=VPPFgHF9VR4>

La dette publique par pays

Rank	Country	Public debt(% of GDP)	Date of Information
1	Zimbabwe	218.20	2007 est.
2	Lebanon	186.60	2007 est.
3	Japan	170.00	2007 est.
4	Jamaica	126.50	2007 est.
5	Sudan	105.90	2007 est.
6	Egypt	105.80	2007 est.
7	Italy	104.00	2007 est.
8	Singapore	96.30	2007 est.
9	Seychelles	92.30	2007 est.
10	Greece	89.50	2007 est.
11	Sri Lanka	85.80	2007 est.
12	Belgium	84.60	2007 est.
13	Norway	83.10	2007 est.
14	Bhutan	81.40	2004
15	Israel	80.60	2007 est.
16	Cote d'Ivoire	75.20	2007 est.
17	Jordan	72.40	2007 est.
18	Morocco	67.40	2007 est.
19	Hungary	67.00	2007 est.
20	Germany	64.90	2007 est.
21	Uruguay	64.80	2007 est.
22	Canada	64.20	2007 est.
23	France	63.90	2007 est.
24	Portugal	63.60	2007 est.
25	Mauritius	63.10	2007 est.
26	Nicaragua	62.90	2007 est.
27	United States	60.80	2007 est.
28	Cyprus	59.60	2007 est.
29	Austria	59.10	2007 est.
30	Ghana	58.50	2007 est.
31	India	58.20	2007 est.
32	Argentina	56.10	2007 est.
33	Philippines	55.80	2007 est.
34	Tunisia	55.40	2007 est.
35	Panama	53.00	2007 est.
36	Colombia	52.80	2007 est.
37	Gabon	52.80	2007 est.
38	Albania	51.40	2007 est.
39	Malawi	50.60	2007 est.
40	Pakistan	50.60	2007 est.
41	Kenya	48.70	2007 est.
42	Croatia	47.80	2007 est.
43	Costa Rica	46.60	2007 est.
44	Aruba	46.30	2005
45	Bolivia	46.30	2007 est.
46	Netherlands	45.50	2007 est.
47	Brazil	45.10	2007 est.
48	Ethiopia	44.50	2007 est.
49	Switzerland	44.20	2007 est.
50	United Kingdom	43.60	2007 est.
51	Poland	43.10	2007 est.
52	Vietnam	42.00	2007 est.
53	Sweden	41.70	2007 est.
54	Malaysia	41.60	2007 est.
55	Dominican Republic	41.00	2007 est.
56	Papua New Guinea	40.10	2007 est.
57	Turkey	38.90	2007 est.
58	Montenegro	38.00	2006
59	Thailand	37.90	2007 est.
60	Syria	37.70	2007 est.
61	Bangladesh	37.40	2007 est.
62	El Salvador	37.30	2007 est.

63	Serbia	37.00	2007 est.
64	Cuba	36.80	2007 est.
65	Spain	36.20	2007 est.
66	Finland	35.90	2007 est.
67	Slovakia	35.90	2007 est.
68	Bosnia & Herzegovina	34.00	2007 est.
69	Indonesia	34.00	2007 est.
70	Yemen	33.50	2007 est.
71	Ecuador	33.10	2007 est.
72	South Africa	31.30	2007 est.
73	Bahrain	31.20	2007 est.
74	Macedonia	30.80	2007 est.
75	Peru	29.20	2007 est.
76	Korea, South	28.20	2007 est.
77	Zambia	28.10	2007 est.
78	Trinidad and Tobago	27.90	2007 est.
79	Taiwan	27.90	2007 est.
80	Iceland	27.60	2007 est.
81	Paraguay	27.00	2007 est.
82	Denmark	26.00	2007 est.
83	Czech Republic	26.00	2007 est.
84	Ireland	24.90	2007 est.
85	Saudi Arabia	24.30	2007 est.
86	Honduras	24.10	2007 est.
87	Slovenia	23.60	2007 est.
88	Moldova	23.30	2007 est.
89	Senegal	22.90	2007 est.
90	Mexico	22.80	2007 est.
91	Namibia	22.30	2007 est.
92	Mozambique	22.20	2007 est.
93	United Arab Emirates	21.20	2007 est.
94	Guatemala	20.90	2007 est.
95	New Zealand	20.70	2007 est.
96	Uganda	20.60	2007 est.
97	Tanzania	19.60	2007 est.
98	Venezuela	19.30	2007 est.
99	Uzbekistan	18.70	2007 est.
100	China	18.40	2007 est.
101	Algeria	18.00	2007 est.
102	Lithuania	17.30	2007 est.
103	Iran	17.20	2007 est.
104	Gibraltar	15.70	2005 est.
105	Australia	15.60	2007 est.
106	Cameroon	15.50	2007 est.
107	Nigeria	14.40	2007 est.
108	Romania	13.00	2007 est.
109	Hong Kong	12.50	2007 est.
110	Angola	12.00	2007 est.
111	Ukraine	11.70	2007 est.
112	Qatar	11.00	2007 est.
113	Bulgaria	10.50	2007 est.
114	Kuwait	9.70	2007 est.
115	Kazakhstan	7.70	2007 est.
116	Latvia	7.40	2007 est.
117	Azerbaijan	6.70	2007 est.
118	Luxembourg	6.40	2007 est.
119	Russia	5.90	2007 est.
120	Wallis and Futuna	5.60	2004 est.
121	Botswana	5.40	2007 est.
122	Libya	4.70	2007 est.
123	Chile	4.10	2007 est.
124	Oman	3.70	2007 est.
125	Estonia	3.40	2007 est.
126	Equatorial Guinea	1.60	2007 est.

This file was last updated on 2 October, 2008

Actualisation de la dette publique 2011-2012

https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/print_2186.html

This entry records the cumulative total of all government borrowings less repayments that are denominated in a country's home currency. Public debt should not be confused with external debt, which reflects the foreign currency liabilities of both the private and public sector and must be financed out of foreign exchange earnings.

Country Comparison to the World

COUNTRY	PUBLIC DEBT (% OF GDP)
<u>Albania</u>	60.6% of GDP (2012 est.) 58.9% of GDP (2011 est.)
<u>Algeria</u>	8.8% of GDP (2012 est.) 8.4% of GDP (2011 est.) note: data cover central government debt; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt
<u>Angola</u>	17.1% of GDP (2012 est.) 18.1% of GDP (2011 est.)
<u>Antigua and Barbuda</u>	130% of GDP (2010 est.) 90% of GDP (2008 est.)
<u>Argentina</u>	41.6% of GDP (2012 est.) 41.7% of GDP (2011 est.)
<u>Armenia</u>	42.1% of GDP (2012 est.) 41.2% of GDP (2011 est.)
<u>Aruba</u>	46.3% of GDP (2005)
<u>Australia</u>	26.9% of GDP (2012 est.) 26.7% of GDP (2011 est.)
<u>Austria</u>	74.3% of GDP (2012 est.) 72.2% of GDP (2011 est.) note: this is general government gross debt, defined in the Maastricht Treaty as consolidated general government gross debt at nominal value, outstanding at the end of the year; it covers the following categories of government liabilities (as defined in ESA95): currency and deposits (AF.2), securities other than shares excluding financial derivatives (AF.3, excluding AF.34), and loans (AF.4); the general government sector comprises the sub-sectors of central government, state government, local government and social security funds; as a percentage of GDP, the GDP used as a denominator is the gross domestic product in current year prices
<u>Azerbaijan</u>	5.4% of GDP (2012 est.) 5.5% of GDP (2011 est.)
<u>Bahrain</u>	56.2% of GDP (2012 est.) 54% of GDP (2011 est.)
<u>Bangladesh</u>	32% of GDP (2012 est.) 33.9% of GDP (2011 est.)
<u>Barbados</u>	83.1% of GDP (2012 est.) 79.2% of GDP (2011 est.)

<u>Belarus</u>	30% of GDP (2012 est.) 52.5% of GDP (2011 est.)
<u>Belgium</u>	101.1% of GDP (2012 est.) 98% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment. debt instruments for the social funds are not sold at public auctions.
<u>Belize</u>	90.8% of GDP (2012 est.) 88.5% of GDP (2011 est.)
<u>Benin</u>	30.2% of GDP (2012 est.) 31.3% of GDP (2011 est.)
<u>Bhutan</u>	64% of GDP (2011 est.) 55% of GDP (2010 est.)
<u>Bolivia</u>	34.2% of GDP (2011 est.) 38.6% of GDP (2010 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities
<u>Bosnia and Herzegovina</u>	43.8% of GDP (2012 est.) 40.6% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment. Debt instruments for the social funds are not sold at public auctions.
<u>Botswana</u>	12.9% of GDP (2012 est.) 13.4% of GDP (2011 est.)
<u>Brazil</u>	54.9% of GDP (2012 est.) 54.2% of GDP (2011 est.)
<u>Bulgaria</u>	17.9% of GDP (2012 est.) 16.3% of GDP (2011 est.) defined by the EU's Maastricht Treaty as consolidated general government gross debt at nominal value, outstanding at the end of the year in the following categories of government liabilities: currency and deposits, securities other than shares excluding financial derivatives, and loans; general government sector comprises the subsectors: central government, state government, local government, and social security funds
<u>Burundi</u>	72.3% of GDP (2012 est.)

	80.4% of GDP (2011 est.)
<u>Cameroon</u>	14.7% of GDP (2012 est.) 13.9% of GDP (2011 est.)
<u>Canada</u>	84.1% of GDP (2012 est.) 87.4% of GDP (2011 est.) note: figures are for gross general government debt, as opposed to net federal debt; gross general government debt includes both intragovernmental debt and the debt of public entities at the sub-national level
<u>Cape Verde</u>	83.1% of GDP (2012 est.) 77.5% of GDP (2011 est.)
<u>Chad</u>	36.9% of GDP (2012 est.) 43.1% of GDP (2011 est.)
<u>Chile</u>	10.1% of GDP (2012 est.) 11.2% of GDP (2011 est.)
<u>China</u>	38.5% of GDP (2011) 43.5% of GDP (2010) note: official data; data cover both central government debt and local government debt, which China's National Audit Office estimated at RMB 10.72 trillion (approximately US\$1.66 trillion) in 2011; data exclude policy bank bonds, Ministry of Railway debt, China Asset Management Company debt, and non-performing loans
<u>Colombia</u>	40.2% of GDP (2012 est.) 43.4% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities
<u>Congo, Republic of the</u>	
<u>Costa Rica</u>	47.4% of GDP (2012 est.) 44.9% of GDP (2011 est.)
<u>Cote d'Ivoire</u>	60.8% of GDP (2012 est.) 65% of GDP (2011 est.)
<u>Croatia</u>	66.1% of GDP (2012 est.) 64% of GDP (2011 est.)
<u>Cuba</u>	35.1% of GDP (2012 est.) 35.4% of GDP (2011 est.)
<u>Cyprus</u>	80.9% of GDP (2012 est.) 71.6% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data exclude debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment

<u>Czech Republic</u>	43.9% of GDP (2012 est.) 41.2% of GDP (2011 est.)
<u>Denmark</u>	45.3% of GDP (2012 est.) 46.6% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Dominica</u>	78% of GDP (2009 est.) 85% of GDP (2006 est.)
<u>Dominican Republic</u>	40% of GDP (2012 est.) 38.6% of GDP (2011 est.)
<u>Ecuador</u>	23.3% of GDP (2012 est.) 21.7% of GDP (2011 est.)
<u>Egypt</u>	85% of GDP (2012 est.) 83.6% of GDP (2011 est.) note: data cover central government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are sold at public auctions
<u>El Salvador</u>	57.4% of GDP (2012 est.) 57.5% of GDP (2011 est.) note: El Salvador's total public debt includes non-financial public sector debt, financial public sector debt, and central bank debt.
<u>Equatorial Guinea</u>	4.3% of GDP (2012 est.) 5.1% of GDP (2011 est.)
<u>Eritrea</u>	118% of GDP (2012 est.) 118.5% of GDP (2011 est.)
<u>Estonia</u>	8% of GDP (2012 est.) 5.9% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities, including sub-sectors of central government, state government, local government, and social security funds
<u>Ethiopia</u>	44.4% of GDP (2012 est.) 44.7% of GDP (2011 est.) note: official data cover central government debt, including debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury and treasury debt owned by foreign entities; the data exclude debt issued by subnational entities, as well as

	intragovernmental debt; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Fiji</u>	47.9% of GDP (2012 est.) 53.9% of GDP (2011 est.)
<u>Finland</u>	53.5% of GDP (2012 est.) 49.2% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>France</u>	89.1% of GDP (2012 est.) 86.1% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Gabon</u>	23% of GDP (2012 est.) 22.2% of GDP (2011 est.)
<u>Georgia</u>	27.7% of GDP (2012 est.) 29.1% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities; Georgia does not maintain intra-governmental debt or social funds
<u>Germany</u>	80.5% of GDP (2012 est.) 80.6% of GDP (2011 est.) note: general government gross debt is defined in the Maastricht Treaty as consolidated general government gross debt at nominal value, outstanding at the end of the year in the following categories of government liabilities (as defined in ESA95): currency and deposits (AF.2), securities other than shares excluding financial derivatives (AF.3, excluding AF.34), and loans (AF.4); the general government sector comprises the sub-sectors of central government, state government, local government and social security funds; the series are presented as a percentage of GDP and in millions of euro; GDP used as a denominator is the gross domestic product at current market prices; data expressed in national currency are converted into euro using end-year exchange rates provided by the European Central Bank
<u>Ghana</u>	47.4% of GDP (2012 est.) 38.2% of GDP (2011 est.)

<u>Gibraltar</u>	7.5% of GDP (2008 est.) 13.5% of GDP (2006 est.)
<u>Greece</u>	161.3% of GDP (2012 est.) 165.3% of GDP (2011 est.)
<u>Grenada</u>	110% of GDP (2012 est.)
<u>Guatemala</u>	29.9% of GDP (2012 est.) 29.8% of GDP (2011 est.)
<u>Guyana</u>	66.1% of GDP (2012 est.) 62.1% of GDP (2011 est.)
<u>Honduras</u>	34.5% of GDP (2012 est.) 32.9% of GDP (2011 est.)
<u>Hong Kong</u>	30% of GDP (2012 est.) 39.8% of GDP (2011 est.)
<u>Hungary</u>	81.3% of GDP (2012 est.) 80.8% of GDP (2011 est.) note: general government gross debt is defined in the Maastricht Treaty as consolidated general government gross debt at nominal value, outstanding at the end of the year in the following categories of government liabilities: currency and deposits, securities other than shares excluding financial derivatives, and government, state government, local government, and social security funds.
<u>Iceland</u>	118.9% of GDP (2012 est.) 128.6% of GDP (2011 est.)
<u>India</u>	51.9% of GDP (2012 est.) 50.5% of GDP (2011 est.) note: data cover central government debt, and exclude debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data exclude debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Indonesia</u>	24.8% of GDP (2012 est.) 24.1% of GDP (2011 est.)
<u>Iran</u>	18.8% of GDP (2012 est.) 18.2% of GDP (2011 est.) note: includes publicly guaranteed debt
<u>Ireland</u>	118% of GDP (2012 est.) 108.2% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social

	funds are not sold at public auctions
<u>Israel</u>	74.4% of GDP (2012 est.) 72.6% of GDP (2011 est.)
<u>Italy</u>	126.1% of GDP (2012 est.) 120.1% of GDP (2011 est.) note: Italy reports its data on public debt according to guidelines set out in the Maastricht Treaty; general government gross debt is defined in the Maastricht Treaty as consolidated general government gross debt at nominal value, outstanding at the end of the year, in the following categories of government liabilities (as defined in ESA95): currency and deposits (AF.2), securities other than shares excluding financial derivatives (AF.3, excluding AF.34), and loans (AF.4); the general government sector comprises the central government, state government, local government and social security funds
<u>Jamaica</u>	127.3% of GDP (2012 est.) 127.6% of GDP (2011 est.)
<u>Japan</u>	218.9% of GDP (2012 est.) 205.5% of GDP (2011 est.)
<u>Jordan</u>	59.1% of GDP (2012 est.) 57.5% of GDP (2011 est.) note: data cover central government debt, and include debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data exclude debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Kazakhstan</u>	15.5% of GDP (2012 est.) 12.6% of GDP (2011 est.)
<u>Kenya</u>	50% of GDP (2012 est.) 50.7% of GDP (2011 est.)
<u>Korea, South</u>	33.7% of GDP (2012 est.) 33.6% of GDP (2011 est.)
<u>Kosovo</u>	5.5% of GDP (2011) 6.2% of GDP (2010)
<u>Kuwait</u>	7.1% of GDP (2012 est.) 7.5% of GDP (2011 est.)
<u>Laos</u>	48% of GDP (2012 est.) 49.1% of GDP (2011 est.)
<u>Latvia</u>	44% of GDP (2012 est.) 43.7% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities, including sub-sectors of central government, state government, local government, and social security funds

<u>Lebanon</u>	127.9% of GDP (2012 est.) 134% of GDP (2011 est.) note: data cover central government debt, and exclude debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment
<u>Liberia</u>	4.4% of GDP (2012 est.) 3.3% of GDP (2011 est.)
<u>Libya</u>	1.9% of GDP (2012 est.) 4.3% of GDP (2011 est.)
<u>Lithuania</u>	36.5% of GDP (2012 est.) 36.8% of GDP (2011 est.) note: official data; data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities, debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are sold at public auctions
<u>Luxembourg</u>	18.4% of GDP (2012 est.) 17.4% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Macedonia</u>	27.3% of GDP (2012 est.) 28.7% of GDP (2011 est.) note: data cover Central Government debt
<u>Malawi</u>	47.1% of GDP (2012 est.) 32.4% of GDP (2011 est.)
<u>Malaysia</u>	55.8% of GDP (2012 est.) 51.8% of GDP (2011 est.) note:
<u>Mali</u>	23.2% of GDP (2012 est.) 23.3% of GDP (2011 est.)
<u>Malta</u>	77% of GDP (2012 est.) 71.9% of GDP (2011 est.) note: Malta reports public debt at nominal value outstanding at the end of the year, according to guidelines set out in the Maastricht Treaty for general government gross debt; the data include the following categories of government liabilities (as defined in ESA95):

	currency and deposits (AF.2), securities other than shares excluding financial derivatives (AF.3, excluding AF.34), and loans (AF.4); general government comprises the central government, state government, local government and social security funds
<u>Mauritius</u>	61.8% of GDP (2012 est.) 57.1% of GDP (2011 est.)
<u>Mexico</u>	35.4% of GDP (2012 est.) 35.4% of GDP (2011 est.)
<u>Moldova</u>	18.1% of GDP (2012 est.) 18.6% of GDP (2011 est.)
<u>Montenegro</u>	45% of GDP (2011 est.) 38% of GDP (2006 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Morocco</u>	71.7% of GDP (2012 est.) 64.7% of GDP (2011 est.)
<u>Mozambique</u>	39.9% of GDP (2012 est.) 34.4% of GDP (2011 est.)
<u>Namibia</u>	28.2% of GDP (2012 est.) 26.8% of GDP (2011 est.)
<u>Netherlands</u>	68.7% of GDP (2012 est.) 65.1% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment. Debt instruments for the social funds are not sold at public auctions.
<u>New Zealand</u>	41.8% of GDP (2012 est.) 36.1% of GDP (2011 est.)
<u>Nicaragua</u>	70.5% of GDP (2011 est.) 78.5% of GDP (2010 est.)
<u>Nigeria</u>	18.8% of GDP (2012 est.) 17.8% of GDP (2011 est.)
<u>Norway</u>	30.3% of GDP (2012 est.) 33.8% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data exclude treasury debt held by foreign entities; the

	<p>data exclude debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions</p>
<u>Oman</u>	<p>3.6% of GDP (2012 est.) 3.8% of GDP (2011 est.)</p>
<u>Pakistan</u>	<p>50.4% of GDP (2012 est.) 60.1% of GDP (2011 est.)</p>
<u>Panama</u>	<p>37% of GDP (2012 est.) 40% of GDP (2011 est.)</p>
<u>Papua New Guinea</u>	<p>23.3% of GDP (2012 est.) 22.9% of GDP (2011 est.)</p>
<u>Paraguay</u>	<p>14.7% of GDP (2012 est.) 13.8% of GDP (2011 est.)</p>
<u>Peru</u>	<p>18.3% of GDP (2012 est.) 19.9% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued by government entities other than the treasury; the data exclude treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities</p>
<u>Philippines</u>	<p>50.6% of GDP (2012 est.) 50.9% of GDP (2011 est.) note: data cover central government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions</p>
<u>Poland</u>	<p>53.8% of GDP (2012 est.) 53.4% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities, the data include subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions</p>
<u>Portugal</u>	<p>119.7% of GDP (2012 est.) 107.8% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement,</p>

medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions

<u>Qatar</u>	32.5% of GDP (2012 est.) 34% of GDP (2011 est.)
<u>Romania</u>	34.6% of GDP (2012 est.) 33.4% of GDP (2011 est.) note: defined by the EU's Maastricht Treaty as consolidated general government gross debt at nominal value, outstanding at the end of the year in the following categories of government liabilities: currency and deposits, securities other than shares excluding financial derivatives, and loans; general government sector comprises the subsectors: central government, state government, local government, and social security funds
<u>Russia</u>	11% of GDP (2012 est.) 8.3% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment. Debt instruments for the social funds are not sold at public auctions.
<u>Rwanda</u>	21.8% of GDP (2012 est.) 24.5% of GDP (2011 est.)
<u>Saint Kitts and Nevis</u>	144% of GDP (2012 est.) 154% of GDP (2011 est.)
<u>Saint Lucia</u>	77% of GDP (2012 est.) 77% of GDP (2010 est.)
<u>Saint Vincent and the Grenadines</u>	68% of GDP (2011 est.)
<u>Sao Tome and Principe</u>	76.5% of GDP (2012 est.) 74.4% of GDP (2011 est.)
<u>Saudi Arabia</u>	12.9% of GDP (2012 est.) 12.6% of GDP (2011 est.)
<u>Senegal</u>	33.6% of GDP (2012 est.) 32.7% of GDP (2011 est.)
<u>Serbia</u>	60% of GDP (2012 est.) 45.1% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment. Debt instruments for the social funds are not sold at public auctions.

<u>Seychelles</u>	39.3% of GDP (2012 est.) 44.4% of GDP (2011 est.)
<u>Sierra Leone</u>	60.8% of GDP (2012 est.) 80.8% of GDP (2011 est.)
<u>Singapore</u>	106.5% of GDP (2012 est.) 118.2% of GDP (2011 est.) note: for Singapore, public debt consists largely of Singapore Government Securities (SGS) issued to assist the Central Provident Fund (CPF), which administers Singapore's defined contribution pension fund; special issues of SGS are held by the CPF, and are non-tradable; the government has not borrowed to finance deficit expenditures since the 1980s
<u>Slovakia</u>	48.6% of GDP (2012 est.) 43.3% of GDP (2011 est.) note: data cover general Government Gross Debt, and includes debt instruments issued (or owned) by Government entities, including sub-sectors of central government, state government, local government, and social security funds.
<u>Slovenia</u>	53.2% of GDP (2012 est.) 46.9% of GDP (2011 est.) note: defined by the EU's Maastricht Treaty as consolidated general government gross debt at nominal value, outstanding at the end of the year in the following categories of government liabilities: currency and deposits, securities other than shares excluding financial derivatives, and loans; general government sector comprises the subsectors: central government, state government, local government, and social security funds
<u>South Africa</u>	43.3% of GDP (2012 est.) 38.6% of GDP (2011 est.)
<u>Spain</u>	83.2% of GDP (2012 est.) 68.5% of GDP (2011 est.)
<u>Sri Lanka</u>	79% of GDP (2012 est.) 79% of GDP (2011 est.) note: covers central government debt, and excludes debt instruments directly owned by government entities other than the treasury (e.g. commercial bank borrowings of a government corporation); the data includes treasury debt held by foreign entities as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement; sub-national entities are usually not permitted to sell debt instruments
<u>Sudan</u>	89.3% of GDP (2012 est.) 89.2% of GDP (2011 est.)
<u>Sweden</u>	38.6% of GDP (2012 est.) 38.3% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-

	governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions
<u>Switzerland</u>	52.4% of GDP (2011 est.) 54.5% of GDP (2010) note: general government gross debt; gross debt consists of all liabilities that require payment or payments of interest and/or principal by the debtor to the creditor at a date or dates in the future; includes debt liabilities in the form of SDRs, currency and deposits, debt securities, loans, insurance, pensions and standardized guarantee schemes, and other accounts payable; all liabilities in the GFSM 2001 system are debt, except for equity and investment fund shares and financial derivatives and employee stock options
<u>Syria</u>	44% of GDP (2012 est.) 35.2% of GDP (2011 est.)
<u>Taiwan</u>	39.2% of GDP (2012 est.) 34.7% of GDP (2011 est.)
<u>Tanzania</u>	34.4% of GDP (2012 est.) 37.6% of GDP (2011 est.)
<u>Thailand</u>	47.8% of GDP (2012 est.) 44.9% of GDP (2011 est.) note: data cover general government debt, and includes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are sold at public auctions
<u>Trinidad and Tobago</u>	37.7% of GDP (2012 est.) 38.8% of GDP (2011 est.)
<u>Tunisia</u>	52.3% of GDP (2012 est.) 45.1% of GDP (2011 est.)
<u>Turkey</u>	40.4% of GDP (2012 est.) 40% of GDP (2011 est.) note: data cover central government debt, and excludes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data exclude debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are sold at public auctions
<u>Uganda</u>	26.8% of GDP (2012 est.) 27.1% of GDP (2011 est.)
<u>Ukraine</u>	38.8% of GDP (2012 est.) 35.9% of GDP (2011 est.)

United Arab Emirates

40.4% of GDP (2012 est.)

45.9% of GDP (2011 est.)

United Kingdom

88.7% of GDP (2012 est.)

85% of GDP (2011 est.)

note: data cover general government debt, and include debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions

United States

73.6% of GDP (2012 est.)

67.8% of GDP (2011 est.)

note: data cover only what the United States Treasury denotes as "Debt Held by the Public," which includes all debt instruments issued by the Treasury that are owned by non-US Government entities; the data include Treasury debt held by foreign entities; the data exclude debt issued by individual US states, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of Treasury borrowings from surpluses in the trusts for Federal Social Security, Federal Employees, Hospital Insurance (Medicare and Medicaid), Disability and Unemployment, and several other smaller trusts; if data for intra-government debt were added, "Gross Debt" would increase by about one-third of GDP

Uruguay

57.2% of GDP (2012 est.)

58.3% of GDP (2011 est.)

note: data cover general government debt, and include debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions.

Uzbekistan

10% of GDP (2012 est.)

8.4% of GDP (2011 est.)

Venezuela

49% of GDP (2012 est.)

29% of GDP (2011 est.)

note: data cover central government debt, as well as the debt of state-owned oil company PDVSA; the data include treasury debt held by foreign entities; the data include some debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; some debt instruments for the social funds are sold at public auctions.

Vietnam

48.2% of GDP (2012 est.)

48.3% of GDP (2011 est.)

note: data cover general government debt, and excludes debt instruments issued (or owned) by government entities other than the treasury; the data include treasury debt held by foreign entities; the

data include debt issued by subnational entities, as well as intra-governmental debt; intra-governmental debt consists of treasury borrowings from surpluses in the social funds, such as for retirement, medical care, and unemployment; debt instruments for the social funds are not sold at public auctions

<u>Wallis and Futuna</u>	5.6% of GDP (2004 est.)
<u>World</u>	65.4% of GDP (2012 est.) 63.8% of GDP (2011 est.)
<u>Yemen</u>	42.5% of GDP (2012 est.) 36.9% of GDP (2011 est.)
<u>Zambia</u>	31.2% of GDP (2012 est.) 26.7% of GDP (2011 est.)
<u>Zimbabwe</u>	202.7% of GDP (2012 est.) 219.7% of GDP (2011 est.)